

L’Histoire et les historiens de l’Italie

Jean-Jacques Ampère

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

L'HISTOIRE DE L'ITALIE

ET

SES HISTORIENS

Archivio storico, etc. (Archives historiques italiennes, ou Recueil d'ouvrages et de documens inédits ou devenus très rares concernant l'histoire d'Italie), P. Vieusseux, Florence.

Ce moment est grave pour l'Italie, les paroles prononcées à Turin, à Londres et à Paris ne sont pas tombées à terre sans retentir dans le grand vide de l'existence politique des Italiens, et le vide est sonore. La diplomatie, qui a jeté le brandon, paraît vouloir l'éteindre ; mais on ne peut ressaisir le trait qu'on a lancé. Un proverbe arabe dit : « Le mot que je n'ai pas articulé est mon esclave, celui que j'ai prononcé est mon maître. » En de telles circonstances, il n'est pas inutile d'entretenir les Italiens de leur histoire. Le passé n'est point le présent sans doute, mais il y a toujours du passé dans le présent, et l'Italie est encore, à beaucoup d'égards, plus qu'elle ne le croit peut-être elle-même, ce qu'elle a été ; il est important qu'elle le sache, pour éviter dans l'avenir les malheurs qui remplissent ses annales. L'Italie a eu deux grands malheurs, elle a été divisée et envahie. Un double danger la menacera toujours, le morcellement à l'intérieur, et au dehors l'influence de l'étranger, qui amène sa domination. C'est contre ce double péril qu'elle doit être mise en garde par son histoire. Elle peut y lire aussi à chaque page un autre avertissement, et celui-ci est donné par les annales de tous les peuples qui ont cessé d'êtres

libres : c'est que la démocratie, si elle ne sait se contenir et se gouverner, prépare le chemin à la tyrannie. De là résulte pour l'Italie la nécessité de se contempler dans son passé. Les publications historiques ont donc pour elle aujourd'hui un autre intérêt que celui de la curiosité, une autre importance que celle de l'érudition. De là peut-être aussi une certaine opportunité à rendre compte d'une entreprise laborieusement poursuivie, d'un recueil qui contient, sous la forme de chroniques et de documens, plus d'un conseil salutaire et plus d'une utile leçon. Parmi les publications historiques que l'Italie a vu naître depuis quelques années, il n'y en a point de plus importantes que les Archives historiques italiennes, publiées à Florence par M. Vieusseux. M. Vieusseux a deux fois été le centre d'une entreprise littéraire qu'animait le patriotisme. La première fut l'Antologia italiana, qui, adoptée par l'opinion, a inquiété le pouvoir, et dont le succès a amené la suppression. Se réfugiant dans le passé, qu'il n'est donné à personne de supprimer, M. Vieusseux et les hommes distingués dont son activité était le lien entreprirent les Archives historiques italiennes, qu'ils ont conduites jusqu'au-delà du quarantième volume. Ce zèle soutenu et désintéressé ne surprendra personne, car on connaît les sentimens généreux et l'énergie persévérante de M. Vieusseux, l'un des meilleurs citoyens que l'Italie renferme aujourd'hui dans son sein.

Les Archives italiennes se sont continuées en se modifiant ; elles participent maintenant du recueil historique et de la revue critique. Cinq livraisons de la nouvelle série ont paru, et font voir que la publication de M. Vieusseux ne sera pas moins intéressante et moins instructive sous sa nouvelle forme que sous l'ancienne. Les Archives, bien que publiées à Florence, ne sont pas uniquement consacrées à l'histoire de la Toscane. Toutes les na-

tions italiennes y sont représentées : c'est une pensée et une œuvre italienne. Et en effet, si l'Italie a été au moyen âge et depuis trop morcelée pour sa prépondérance politique, bien que ce fractionnement ait contribué pendant des siècles à y multiplier une activité féconde, on ne peut isoler les histoires particulières des différens pays qui la composent. Vivant d'une vie distincte, ils n'ont point cependant été étrangers les uns aux autres ; leurs alliances, leurs luttes mêmes ont établi entre eux, à défaut d'unité, au moins des relations perpétuelles. On ne doit pas séparer dans l'étude ce qui a été trop souvent divisé dans l'action, et écrire par exemple l'Histoire des républiques italiennes, comme on l'a tenté, sans écrire en même temps celle des pays soumis à un duc comme Milan, à un roi comme Naples, celle de Rome, qui est mêlée à toutes les autres. Pour faire sentir par une exagération piquante à l'auteur de l'Histoire des républiques italiennes ce qu'il y avait d'arbitraire dans le choix d'un tel sujet, un homme spirituel et paradoxal, Schlegel, disait à Sismondi que lui, Schlegel, se proposait d'écrire l'histoire des républiques dont le nom commence par un Z, Zante, Zurich, etc.

Le premier volume des Archives contient une nouvelle histoire de Florence par Jacques Pitti, importante surtout pour les temps qui ont précédé l'avènement des grands-ducs ; c'est le tableau de l'agonie de la liberté florentine se débattant contre la tyrannie des indignes successeurs de Cosme l'Ancien et de Laurent le Magnifique, pour tomber, hélas ! sous le joug de cet autre Cosme, qu'on pourrait appeler Cosme le Cruel, et de toute cette branche dégénérée des Médicis, qui se chargea de punir les Florentins de s'être laissé séduire au despotisme habile et aimable, en leur apportant le despotisme odieux et médiocre. Juste châtiment de la

Providence, qui pardonne rarement à un peuple le crime de se livrer !

Jacques Pitti est un écrivain politique. Né au moment où allait mourir jusqu'au nom de la république (1519), et où la décadence des arts allait suivre la transformation de l'état, il comprend encore la vie publique, qu'il ne lui fut pas donné de voir fleurir. Il arrive souvent que les hommes d'une génération sont animés des sentimens de la génération qui les précède, et transportent dans leurs écrits l'esprit d'une époque à laquelle ils survivent. Tel est Jacques Pitti, sénateur, diplomate, homme de lettres. Sous les premiers grands-ducs, il a conservé l'intelligence de la liberté. Cette intelligence posthume pour ainsi dire se fait jour dans ses écrits par certains traits mâles qui percent çà et là l'enveloppe d'un langage un peu entortillé. Il n'a plus la simplicité des écrivains libres, mais il en retrouve parfois la vigueur. Bien que son livre s'appelle Histoire de Florence et remonte aux plus anciens temps, c'est, pour tout ce qui est antérieur au xv siècle, plutôt un abrégé intelligent, plutôt, pour ce siècle même, une appréciation politique qu'une histoire. Il écrit sous l'impression de l'événement qui a porté le dernier coup à l'indépendance, le siége de 1529, et sous l'empire d'une indignation patriotique contre ceux dont l'ambition et les trahisons ont placé Florence sous le joug ; il veut, dit-il, montrer les commencemens de cette longue conspiration contre la patrie. Jusque-là il se bornera à une vue rapide des événemens.

La première partie mérite donc moins d'attention que la seconde. Cependant on y trouve déjà les qualités de l'auteur, un sens droit, des jugemens honnêtes, une explication politique des vicissitudes si nombreuses et si variées que Florence a traversées,

de ces perpétuels changemens que Dante lui reprochait déjà, et que l'attention se fatigue à suivre, si l'on n'a pour guide un esprit qui comprenne à quoi tend ce flux et reflux perpétuel des partis, cette constante et fatigante instabilité. Là où la plupart des historiens ne nous montrent que le triomphe alternatif de deux factions, les gibelins et les guelfes, Pitti, et je lui en sais gré, n'oublie point que ces deux factions ne sont pas le peuple tout entier. Le peuple (il popolo) intervient dans le récit de Pitti ; ce sont les popolani qui en 1250 prennent en main le gouvernement dont les gibelins s'étaient emparés ; c'est le peuple qui rappelle les guelfes et qui s'efforce de les réconcilier avec les gibelins. Le peuple florentin apparaît donc d'abord comme modérateur sur cette scène où l'on ne voit d'ordinaire que les deux factions qui se disputent le pouvoir de le gouverner. L'auteur montre le résultat heureux de cette union des citoyens, qui en quelques années soumit à Florence presque toute la Toscane, et y aurait assuré son empire, « si la superbe gibeline, ennemie de l'égalité, n'avait fait échouer l'entreprise, et enfin, ne pouvant se contenir, n'avait, en 1268, conjuré contre le peuple, et, l'attaquant par les armes, usurpé sur lui l'état. » Tel est le point de départ vrai, ce me semble, de l'histoire de Florence : deux factions et le peuple, qui est plus favorable à l'une d'elles, les guelfes, parce qu'elle le ménage davantage, mais qui n'est d'aucune faction.

Pitti n'épargne pas plus ceux-ci que leurs adversaires. « Et les guelfes ne furent pas longtemps tranquilles, parce que parmi eux il y en avait peu de justes ; mais, comme ayant été d'abord surmontés par les gibelins, pour se gagner la faveur et l'appui des popolani, ils avaient prêché les lois et la justice, se trouvant bientôt après à la tête de la cité, ils usurpèrent les postes que la fuite de leurs ennemis avait laissés vides, s'en emparant avec force ar-

rogance et oppression du peuple en qualité de libérateurs. Le peuple, s'attribuant à lui-même l'expulsion des gibelins, supportait avec irritation ces injustices, et il était favorisé par tous ceux qui désiraient la commune liberté. » Pitti suit avec la même clairvoyance la marche des diverses révolutions qui se succédèrent à Florence : la création du gonfalonier de justice pour la protection du peuple par Jean della Bella, patricien qui se fit le champion des droits populaires comme les Gracques ; l'exclusion des grands de toutes les charges, ostracisme inique en lui-même, dicté par les justes rancunes de la fierté plébéienne, et que l'on tempérait en faisant du peuple certaines familles aristocratiques (le privilège avait changé de place) ; la tyrannie du duc d'Athènes, qui s'empara du pouvoir en promettant aux grands de leur rendre les droits politiques et aux hommes du peuple de les protéger contre leurs créanciers, et qui, comme il arrive à ceux qui trompent tout le monde, eut bientôt tout le monde contre lui. Le tyran chassé, le peuple fit des concessions aux grands, en admit, sur leurs prières, une partie au droit de citoyen, les reçut dans le peuple : « il semblait, dit Pitti, que l'on n'avait plus à craindre de nouveauté ; » mais l'esprit factieux de quelques familles devait encore troubler cette harmonie. Cette fois, ce furent les guelfes qui, sous couleur de délivrer l'état des gibelins, se mirent à persécuter leurs ennemis, et acquirent une puissance qui mit de nouveau la liberté en danger.

C'est alors qu'on voit paraître ce nom de Médicis, qui devait être si funeste à la liberté. Silvestre de Médicis souleva le petit peuple contre l'usurpation de pouvoir du parti guelfe. Ainsi, comme presque toujours, un soulèvement de l'infime démocratie fut le premier germe de la tyrannie future. Le gonfalonier Guicciardini manqua de tête et de cœur, et le mouvement commencé

par son prédécesseur Silvestre de Médicis alla plus loin que celui-ci n'aurait voulu. La populace fut maîtresse de Florence ; c'est ce qu'on appela les ciompi. Heureusement ces ciompi mirent à leur tête un homme à qui tous les historiens rendent justice, le cardeur Michel Lando, qui, dit Pitti, « avec autant de prudence que de valeur, émoussa toute cette rage. » « Ainsi, ajoute noblement le sénateur florentin, la vertu d'un homme de la plèbe la plus basse empêcha la ruine préparée par un patricien. »

Bientôt cependant ce gouvernement d'en bas devint violent et tyrannique, et à la tête d'une portion considérable du vrai peuple de Florence, les fabricans de drap (ce qu'on appelait l'art de la laine) déployèrent leur enseigne, l'agneau couronné avec la croix, et, appelant à eux les autres métiers principaux, ce qu'on nommait les grands arts, ils reprirent l'état sur les hommes de bas étage, dont un certain nombre de nobles s'étaient faits les chefs. Les Florentins eurent alors un moment de concorde et de sagesse. Ce vrai peuple de Florence, que Pitti n'oublie jamais, pensant que les grands étaient assez abaissés pour n'être plus à craindre, « fuyant l'une et l'autre extrémité, » se relâcha de la sévérité des exclusions qui pesaient sur les nobles et prit dans la plèbe ce qu'elle contenait de respectable pour le faire entrer dans le gouvernement. « Et, ayant ainsi satisfait à l'un et à l'autre parti, les citoyens s'appliquèrent à bien faire ; unis par l'amour de la patrie et par la crainte de leur ennemi, les Florentins se rendirent maîtres de Pise et d'Arezzo. »

C'est dans cette époque de prospérité qu'on voit reparaître l'astre des Médicis. Jean et son fils Cosme l'Ancien prennent en main, suivant la tradition de leur famille, les intérêts populaires. Le désir légitime de soulager les pauvres introduit une espèce

d'impôt progressif, premier pas dans une route funeste, au bout de laquelle est le despotisme. L'orgueil des grands se soulève avec une violence féroce contre ces tentatives démocratiques. Ils veulent trancher la tête à Cosme, et l'exilent pour dix ans. Bientôt leur superbe et leurs excès font regretter Cosme et préparent sa puissance. Le fougueux chef du parti aristocratique, Renaud des Albizzi, prend les armes contre la seigneurie, qu'il croit favorable aux bannis ; mais il ne peut rien faire et quitte la ville plein de rage. On crée un gouvernement (balia) de trois cent quatre-vingts personnes, lequel rappelle Cosme. Ce gouvernement commence à agir révolutionnairement, déclare nobles des bourgeois et bourgeois des nobles. Portée par le flot démocratique, l'autorité de Cosme augmente jusqu'à sa mort.

On commençait à considérer le pouvoir comme héréditaire dans cette famille, et il est donné à Pierre, fils de Cosme. Pierre avait contre lui et les amis de la liberté et ceux, en plus grand nombre, qui voulaient la tyrannie pour eux-mêmes. Celui-ci, sans être un homme supérieur, « confondait ses ennemis par la facilité que donne, pour y parvenir, la puissance dans un seul homme ; il était surtout favorisé par la diversité des desseins et des partis contraires. » Cette phrase de Jacques Pitti me paraît digne d'être méditée. On attendait de part et d'autre le 20 août, jour de la nomination de la nouvelle seigneurie… Pierre ruse avec ses adversaires, les trompe et les endort. « Rien, dit notre auteur, ne fut plus funeste à ce parti que l'envie de beaucoup de citoyens considérables, peu amateurs de la république, qui aimaient mieux favoriser les Médicis et devenir leurs sujets que de voir quelque autre famille s'élever au-dessus des citoyens. » Les nouveaux magistrats, qui étaient des créatures de Pierre, « tendirent leurs filets pour prendre tous ceux qui étaient suspects à l'état, » c'est-à-

dire à Pierre, qui conspirait contre la république. Son coup réussit.

Les deux fils que Pierre laissa en mourant, Laurent et Julien, bien que très jeunes, ne trouvèrent guère d'opposition à leur autorité, car cette opposition aurait eu peu de prise, dit Pitti, « dans une population plus curieuse des trafics privés que des affaires publiques. » Ces populations-là font peu de résistance, à ce qu'il paraît. Laurent, échappé seul au fer des Pazzi, plus puissant, ainsi qu'il arrive à la suite d'une conjuration qui a échoué, « put mieux disposer des armes et de l'argent de tous. » Il organisa une machine élective dans laquelle deux cents personnes élues par trente lui donnaient en résultat quarante sénateurs, « En les laissant se satisfaire à leur gré, Laurent les entraînait à faire tout ce qu'il voulait… Les deux cents se repaissaient de l'espérance d'être promus au sénat ; beaucoup d'autres cherchaient, par tous les moyens, la faveur de Laurent pour être aussi, à leur tour, introduits au pouvoir… » On voit que le Magnifique porta le tour ingénieux de son esprit dans l'asservissement de sa patrie.

Du reste il apportait à cette œuvre l'hypocrite modération d'Auguste. « S'étant donc, dit très bien notre auteur, rendu maître de l'essence du gouvernement, Laurent en laissait complètement aux magistrats l'apparence, voilant, sous l'habit modeste du citoyen, l'autorité suprême du prince. » Voilà le vrai de ce pouvoir de Laurent, si vanté parce qu'on l'aperçoit toujours à travers l'éclat des arts et des lettres, éclat qu'il ne créa point, mais dont il sut habilement se faire une auréole qui éblouit encore les yeux de la postérité. Cependant les Florentins ne vont pas tarder d'expier l'usurpation, par eux permise, de leur liberté. Au tyran

spirituel et gracieux va succéder le tyran incapable, au premier Laurent le second Pierre.

Bientôt il est chassé avec ses deux frères ; mais presqu'au moment où Florence a recouvré sa liberté, l'étranger entre dans ses murs. Les grands sentimens que la liberté inspire y reparaissent, et la présence de Charles VIII ne les étouffe pas. C'est alors que fut prononcée la fière parole de Pierre Capponi, disant au roi de France : « Faites sonner vos trompettes, nous sonnerons nos cloches. » C'est alors que retentit la voix de Savonarole, de ce dominicain tribun, prophète et martyr. En même temps les divisions que la liberté amène toujours, et par lesquelles elle périt trop souvent, préparaient sa ruine à Florence. L'influence de l'étranger, du roi de France et du duc de Milan, y introduisait le venin fatal qu'une pareille influence communique toujours aux plaies d'un état, et qui devait rendre celles-ci mortelles.

La scène s'assombrit. Cinq Florentins qui ont conjuré pour ramener Pierre de Médicis sont décapités. François Valori, qui a demandé leur mort, comme Caton demandait celle des complices de Catilina, est massacré dans la rue par les parens des condamnés ; Savonarole est brûlé, et ses cendres sont jetées dans l'Arno. On se partage entre Charles VIII et Louis le More, et les machinations étrangères vont toujours troublant davantage la république. César Borgia vient en aide à la cause des Médicis. Ce triste état de Florence déchirée et menacée est peint de main de maître par Jacques Pitti.

Les Médicis sont ramenés à Florence par une conspiration qui s'appuyait sur l'étranger. Bientôt une autre conspiration se forme contre eux. Machiavel, qui y était entré, en fut quitte pour la torture ; mais deux des conjurés, Bernard Capponi et Pagolo Bosco-

li, y laissèrent leur tête. Un Luca della Robbia, parent du célèbre artiste de ce nom et ami d'un des deux condamnés, a laissé de ses derniers instans un récit naïf et touchant. Luca va voir son ami dans la chapelle où on l'avait conduit, et d'où il devait marcher à la mort. Leur entretien a quelque chose d'antique et de chrétien tout ensemble qui peint bien les âmes de ce temps. Boscoli demande un confesseur, et un confesseur de Saint-Marc, de cette communauté où vivait encore l'esprit républicain de Savonarole ; il parle tendrement de sa mère, et prie son ami de lui « ôter Brutus de la tête, » pour franchir le pas entièrement en chrétien ; puis il demande à son confesseur si saint Thomas n'a pas déclaré les conspirations illicites. Le confesseur l'affirme, et dès-lors il n'y a plus dans le cœur de l'intrépide jeune homme que le désir de mourir chrétiennement. Augustin Capponi meurt de même, et l'auteur termine ce récit, très attendrissant dans sa mâle simplicité, en racontant qu'il a revu le frère Saint-Cyprien, ce dominicain qui avait été appelé près des deux condamnés. Celui-ci lui a parlé ainsi : « Pour te déclarer mon opinion, — mais ce ne sont pas choses à répéter, parce qu'on dit ensuite : Ces frères arrangent les choses à leur manière, cependant je veux te le dire, garde-le pour toi, — je crois sans nul doute que Boscoli a été martyr, parce que j'ai trouvé en lui une bonne et très vigoureuse intention, telle que j'en ai été stupéfait. Et quant à ce que tu me dis, cette nuit-là, de lui rappeler que les conspirations ne sont pas permises, sache que saint Thomas fait cette distinction : Ou le peuple s'est imposé lui-même son tyran, ou celui-ci règne par la force et malgré le peuple. Dans le premier cas, conspirer n'est pas permis ; dans le second, conspirer est louable. » C'est en effet, à ce qu'il paraît, l'opinion de saint Thomas.

Revenons aux Médicis. Jean de Médicis, qui est devenu Léon X, le cardinal Jules, qui sera Clément VII, et le jeune Laurent, neveu du pape, gouvernent Florence, qu'agite encore le souvenir des prophéties de Savonarole, réveillées par un franciscain qui, à son tour, menace l'Italie et Florence de tous les fléaux de Dieu, « de manière, dit Pitti, à donner à penser aux gouvernans. » « Pour remettre le peuple en joie, on fit le jour de la Saint-Jean, l'an 1514, de grandes fêtes, chasses, triomphes et joutes. » Au milieu de ces distractions, conformes à la politique des Médicis, on apprend que les Français s'apprêtent de nouveau à descendre en Italie. Louis XII meurt, mais François I s'avance. Laurent, petit-fils du Magnifique, meurt bientôt lui-même de la mort de François I après la naissance de Catherine de Médicis, son seul enfant. La lignée mâle de Cosme l'Ancien va s'éteindre dans la personne de Léon X. La politique des Florentins asservis est toujours plus dominée par les influences étrangères. Le peuple a une vieille inclination pour le roi de France, qu'augmentait beaucoup, dit Pitti, le commerce très avantageux qu'on faisait avec ce royaume. Léon X, qui penchait pour le jeune empereur Charles-Quint, meurt, et c'est le cardinal Médicis, destiné à être pape aussi sous le nom de Clément VII, qui conduit les affaires de Florence. Il est insinuant, adroit, plein de promesses, accueille les plans de réforme. Beaucoup s'y laissent prendre ou gagner ; mais d'autres sont moins traitables. Une conspiration contre le cardinal est découverte, et, comme celle des Pazzi, elle profite à celui contre lequel elle avait été dirigée. Bientôt Clément devient pape. Ici Pitti, qui n'est pas suspect de prévention en sa faveur, lui prête un désir sincère d'exécuter un plan, que l'historien attribue à Léon X, pour le rétablissement à Florence d'un gouvernement libre. Il peint Clément hésitant scomme c'était sa nature)

entre la crainte de livrer le pouvoir à ses ennemis et un certain penchant à s'appuyer sur le parti populaire, base de la grandeur de sa famille. Clément VII sortir d'embarras en donnant pour souverain aux Florentins un bâtard de cette famille. Il n'y avait plus de descendans légitimes de Cosme. Ce bâtard est Alexandre, que Pitti affirme avoir été, ce qu'on ne dit pas en général, le propre fils de Clément.

Cependant Charles-Quint trompe le pape, qui croit le tromper, l'amuse, le désarme, et marche sur Rome. À l'approche de l'armée impériale, Florence se soulève. On s'écrie : « Nous ne voulons plus de grands ; le peuple et la liberté ! » Et quand l'armée de Bourbon a pris Rome, la révolution démocratique triomphe. Les jeunes Médicis Alexandre et Hippolyte sont emmenés de Florence, et on organise le gouvernement républicain. Ce fut alors que Nicolas Capponi, nommé gonfalonier, eut la singulière idée de faire proclamer Jésus-Christ roi de Florence, et qu'on alla dans l'église de l'Annunziata mettre en pièces les portraits des Médicis : puérile vengeance, qui indigna le peuple, dit Pitti, et dont avec raison il se moque lui-même. Il juge avec sévérité les partis qui divisaient la république renaissante. L'un s'appelait celui des aristocrates (ottimati), l'autre celui des libertins ou des enragés, « signe manifeste, dit-il, qu'on avait depuis quelque temps oublié le vrai nom des choses, puisque les plus véhémens défenseurs de la liberté s'appelaient des enragés, et ceux qui la trahissaient des aristocrates. »

Dans cette partie de l'histoire de Pitti, on assiste à des scènes qui r appellent les derniers temps de la république romaine. La liberté se débat de même à grand bruit, au milieu des factions, contre le despotisme, qui s'avance silencieusement pour l'étouf-

fer. Il y a comme toujours les prudens qui sont timides, et les résolus qui sont emportés. Il y a ceux qui veulent s'entendre avec Clément VII, et, soit niaiserie, soit perfidie, font rentrer les Médicis comme simples citoyens. Il y a un certain Balthazar Carducci qui parle avec l'énergie de Caton et aussi vainement que lui. Il y a un Francesco Carducci qui s'écrie : « Si vous vous arrangez avec le pape Clément, vous jouirez paisiblement de cette portion de vos dignités et de vos biens qui sera épargnée par l'avidité de ceux qui cherchent à vous opprimer : ce sera l'éternelle infamie de vous-mêmes et de ce malheureux temps ; mais si vous êtes résolus à vous maintenir dans cette liberté tant célébrée par vous en paroles, il vous faut l'embrasser comme une chose plus chère et plus précieuse que vos richesses, que tout plaisir, que la vie elle-même. »

L'enthousiasme public répondit à ces nobles paroles du gonfalonier et soutint les Florentins dans ce mémorable siége de 1529, dont malheureusement le récit par Pitti est perdu avec plusieurs livres de son histoire. Cette histoire n'en est pas moins un ouvrage très important et donnerait un grand prix à ce volume, quand même il n'en tirerait pas un plus grand encore de plusieurs excellens morceaux dont M. Gino Capponi a accompagné divers documens. On y sent la main d'un maître, on y remarque une élévation, une vigueur, quelque chose de substantiel et de condensé qui rappelle la brièveté forte des historiens de l'antiquité. L'art avec lequel Laurent de Médicis établit sournoisement la tyrannie est peint au vif. On voit comment il se servit d'une assemblée qui lui était soumise « pour opprimer par l'autorité des votes, subjuger par les séductions, acheter avec de l'argent ou amollir par les douceurs d'une vie tranquille les amis de la liberté… Laurent et ses amis purent jouir d'un de ces temps heureux

dans lesquels les peuples n'ont pas d'histoire ; mais cette sorte de félicité prépare toujours des calamités sans remède, parce qu'elle détruit dans l'homme la vie intérieure et cette force de volonté qui seule peut les prévenir. »

Àpropos du traité passé entre la république florentine et Clément VII (1492), pièce importante publiée pour la première fois dans l'Archivio, M. Capponi trace en quelques pages une appréciation des destinées de Florence où il se montre politique à la façon de Polybe. Il signale dans sa perpétuelle inquiétude démocratique le principe de sa grandeur et de sa faiblesse. « Elle vécut trois siècles, ses beaux siècles, dans un état de révolution continuelle, lequel, poussant tout le peuple jusqu'au dernier artisan dans les agitations de la vie publique, compensait largement les désordres qu'il faisait naître par l'énergie qu'il inspirait, mais en même temps, poussant à une végétation forcée la vitalité de ce peuple, la consumait avant le temps… Nous devons envier cette activité qui fut accordée aux âmes des hommes de ce temps-là, et maudire ces félicités passées à cause des effets qui ont suivi… » Ce qui suivit ces luttes interminables, ce fut la servitude, et M. Capponi dit pourquoi. « Tout ce qu'il y avait de vie dans le peuple de Florence était empreint d'un caractère municipal et démocratique. Il était plus facile de détruire cette vie que de la renouveler sous une autre forme. Le peuple d'une cité riche, mobile, ingénieuse, pouvait bien, contre l'empire éloigné et faible, maintenir sa propre liberté dans le désordre du moyen âge ; mais ce peuple restait sans droits et sans forces dans les nouvelles constitutions monarchiques et princières auxquelles était alors confiée l'organisation des états. Florence ne pouvait vivre que tout à fait libre ou tout à fait esclave, et quand les Médicis eurent subjugué par les armes étrangères cette cité qu'ils s'étaient obstinés depuis un

siècle à corrompre ou à séduire, il ne resta de l'antique liberté aucune forme conservatrice qui pût, en permettant la dignité dans l'obéissance, tempérer la servitude. »

Je me suis arrêté longtemps à ce premier volume de l'Archivio storico, parce que c'est un des plus importans. Une analyse un peu détaillée ne pouvant se faire pour tous les ouvrages contenus dans le recueil, je devais en choisir un qui fût l'objet de ce genre de travail. Or rien n'offrait plus d'intérêt que le récit de Jacques Pitti. De même, parmi les morceaux qui accompagnent ces diverses publications, il n'en est point qui aient plus de valeur que les notes de M. Gino Capponi, comme il les appelle trop modestement, et dont les citations que j'ai faites ont permis au lecteur d'apprécier le grand caractère.

Maintenant je parcourrai cette collection de documens historiques de tout genre, les indiquant et les caractérisant selon leur importance et les rapprochant d'après la portion de l'Italie à l'histoire de laquelle ils se rapportent, car toute l'Italie est, comme je l'ai dit, présente dans ce vaste recueil.

La ville de Sienne, qui aujourd'hui, avec ses palais de briques et ses rues tortueuses, sa place pittoresque, sa cathédrale, son palais communal, a si bien conservé la physionomie du moyen âge, et semble deux fois chaque année en ranimer pour un jour les passions locales, les haines de quartier à quartier, lors des courses de la Saint-Pierre et de l'Assomption ; Sienne, qui fut la rivale, une fois la rivale victorieuse de Florence, et montre encore avec orgueil dans sa cathédrale les trophées de la victoire de Mont-Aperti sur les Florentins, Sienne a eu ses chroniqueurs, comme elle a eu son histoire. L'Archivio a publié, entre autres documens siennois, un récit en forme de journal des révolutions

de la ville de Sienne, devenue d'impériale française et de française impériale, par Sozzini. Ce titre seul est historique et trop historique, car il rappelle que les révolutions de l'Italie ont été quelquefois un changement de dépendance. La lutte que Sienne soutint durant quatre ans contre la puissance de Charles-Quint est le sujet de l'histoire de Sozzini, témoin oculaire de ce qu'il raconte. Les faits sont narrés jour par jour avec simplicité et naturel, comme le dit l'éditeur, M. G. Milanesi ; je n'ajouterai point après lui à ces deux substantifs l'épithète admirable. Le récit de Sozzini, toujours clair et précis, n'a ni mouvement ni vivacité. L'absence de ces qualités se fait bien sentir quand on compare ce diario avec les Mémoires de Blaise de Montluc, qui raconte aussi le siége de Sienne par les Espagnols et la défense opiniâtre des Siennois qu'il trouva découragés, prêts à se rendre, et auxquels il communiqua sa bouillante et indomptable énergie. Rien n'est plus animé que ces commentaires adressés aux capitaines ses compagnons par l'auteur ; je demande pardon à Montluc de lui donner ce nom, car celui qui l'aurait appelé auteur, il l'eût certainement tué. Montluc s'y montre brave comme un Français et vantard comme un Gascon qu'il est. Il veut, par exemple, faire croire qu'il se porte bien, et voici comme il s'y prend. « Voyant le regret que le peuple avait de me voir ainsi malade, je me fis bailler des chausses de velours cramoisi, couvertes de passemens d'or fort développés et bien faites, car au temps que je les avais fait faire j'étais amoureux ; nous étions lors de loisir en notre garnison, et n'ayant rien à faire, il le faut donner aux dames… En ce temps-là, je portais gris et blanc pour l'amour d'une dame de qui j'étais serviteur lorsque j'avais le loisir. Or avais-je encore deux petits flacons de vin grec. Je m'en frottai un peu les mains, puis m'en lavai fort le visage, jusqu'à ce qu'il eût pris un peu de cou-

leur rouge, en beus, prenant un petit morceau de pain, trois doigts, puis me regardai au miroir. Je vous jure que je ne me reconnaissais pas moi-même, et me semblait que j'étais encore en Piémont, amoureux comme j'avais été. »

Montluc se fait un peu valoir peut-être, mais évidemment Sozzini le met beaucoup trop dans l'ombre ; à peine s'il le mentionne de loin en loin pour quelques faits souvent insignifians, et cependant Montluc fut l'âme de la défense de Sienne. Il méritait plus de reconnaissance ou au moins plus d'équité de la part de l'historien italien, ce Montluc qui célèbre la belle résolution que ce peuple fit de défendre sa liberté, et raconte avec un enthousiasme tout chevaleresque le courage des dames de la ville, s'écriant : « Il ne sera jamais dit, dames siennoises, que je n'immortalise votre nom, tant que le livre de Montluc vivra, car en vérité vous êtes dignes d'immortelles louanges si jamais femmes le furent. Toutes les dames de la ville se départirent en trois bandes. La première était conduite par la signera Fortiguerra, qui était vêtue de violet, et toutes celles qui la suivaient aussi, ayant son accoutrement en façon d'une nymphe, court et montrant le brodequin. La seconde était la signora Piccolomini, vêtue de satin incarnadin, et sa troupe de même livrée. La troisième était la signora Livia Fausta, vêtue toute de blanc, comme aussi sa suite, avec son enseigne blanche. Dans leurs enseignes, elles avaient de belles devises. Je voudrais avoir donné beaucoup et m'en ressouvenir. Ces trois escadrons étaient composés de trois mille dames gentils-femmes et bourgeoises ; leurs armes étaient des pics, des pelles, des hottes et des fascines, et en cet équipage firent leur montre (passèrent leur revue) et allèrent commencer les fortifications Elles avaient fait un chant à l'honneur de la France lorsqu'elles allaient à leurs

fortifications. Je voudrais avoir donné le meilleur cheval que j'aie et l'avoir pour le mettre ici. »

Cet entrain de style, sans rien ôter au compte-rendu journalier de Sozzini de sa valeur historique, le fait paraître bien terne. C'est un rapport officiel à côté du récit plein de verve d'un soldat, et nous avons vu que pour être en style officiel le récit de Sozzini n'est pas toujours très exact : cependant officiel et exact sont synonymes.

Ce qui, dans l'Archivio, se rapporte à l'histoire de Pise a eu pour éditeur M. Bonaini, qui devait rendre un si grand service à cette histoire en publiant les Statuti Pisani. Un statuto se composait d'un ensemble de dispositions légales et constitutionnelles qui étaient la charte et le code des anciennes républiques italiennes, la formule juridique, comme dit M. Bonaini, que les gouvernans et le peuple juraient d'observer, et qui, comme l'ajoute le savant éditeur, n'était pas improvisée un beau jour, à la manière de nos codes et de nos constitutions modernes, mais ne contenait guère qu'une nouvelle rédaction des vieilles coutumes, reposant elles-mêmes sur la tradition des anciennes mœurs latines ravivées par la pratique du droit romain. On voit de quelle conséquence pour l'histoire civile et politique de l'Italie sont les Statuts de Pise, dont M. Bonaini a commencé et poursuit la publication.

C'est aussi M. Bonaini qui a été l'éditeur de l'histoire de Pise, écrite par Roncioni. Cet historien était aussi poète, et de plus amoureux. Dans des vers de lui, qui nous restent, il exprime la crainte que l'amour ne lui « laisse pas finir son histoire de Pise : »

Ch'amor non lassi a me finir la mia
Storia di Pisa.

L'amour ne fut pas si cruel, et l'histoire a été terminée. « Elle embrasse, dit M. Bonaini, tous les événemens heureux ou malheureux, extérieurs ou intérieurs, jusqu'à l'instant où s'éteignait la dernière étincelle de la liberté. »

En efFet, cette histoire commence à Pélops, fils de Tantale, ce fabuleux fondateur de Pise. Elle raconte le non moins fabuleux voyage de saint Pierre sur la rive de l'Arno, et comment saint Clément, tandis qu'il célébrait à Rome la messe avec une grande dévotion, fut vu comme dormant, et, au bout de trois heures, ayant semblé revenir à lui-même, allégua pour excuse qu'il s'était trouvé dans la nécessité d'aller consacrer à Pise l'église de Saint-Pierre. Il ne faut pas s'arrêter à cela, ni à la confusion ordinaire d'Attila et de Totila, à une première et douteuse expédition des Pisans en Sardaigne, etc. Du reste, en avançant dans les Istorie pisane de Roncioni, la critique trouve toujours moins à rejeter. Arrivé à l'année 1063, l'auteur consacre (ce qui est bien d'un Italien du xvi siècle) une douzaine de pages à une description minutieuse de la cathédrale, et quelques autres à une description non moins détaillée du baptistère de Pise et du Campo-Santo. Le vieux gibellinisme pisan se trahit chez l'historien, qui, en racontant la résistance de la ligue lombarde à Frédéric Barberousse, prend parti pour celui-ci dans son récit, comme les Pisans du xii siècle prirent effectivement les armes pour l'aider à soumettre les cités lombardes qui se soulevaient, comme ils mirent en mer une flotte pour l'aider à établir à Rome l'anti-pape Pascal. Triste exemple des divisions qui ont perdu l'Italie, et que les étrangers ont toujours eu soin d'exploiter à leur profit ! Du reste, Roncioni,

même dans une histoire dédiée au troisième grand-duc de la famille Médicis, s'étend avec une certaine complaisance sur l'ancienne organisation de la république pisane. Il y a sur le Carroccio, ce palladium des cités italiennes du moyen âge, un passage curieux. « On couvrait ce char d'une tenture rouge, couleur primitive de Pise, et il était tiré par trois paires de bœufs très gros, couverts d'un drap de la même couleur. Au milieu était un mât portant une bannière rouge, avec la croix blanche, pareille à celles que l'on porte encore aujourd'hui dans les processions, et de ce mât pendaient certaines cordes tenues par des jeunes gens vigoureux. Au sommet était une cloche. Le Carroccio ne sortait que par un décret public du conseil général. Il avait pour le garder plus de quinze cents soldats armés de pied en cap, avec des hallebardes en bon état. Auprès se tenaient en outre tous les capitaines et officiers supérieurs de l'armée. Il était suivi de huit trompettes et de beaucoup de prêtres pour célébrer la messe et administrer les très saints sacremens. Le soin de ce char était confié à deux capitaines vaillans et de grande expérience dans les choses de la guerre ; là où il s'arrêtait, on administrait la justice, et on y tenait les délibérations militaires. Là venaient aussi s'abriter les blessés et se réfugiaient les soldats qui, fatigués d'un combat prolongé, ou accablés par la multitude et la valeur des ennemis, étaient forcés à la retraite. » L'auteur dit même qu'il a fait un dessin du Carraccio et l'a inséré dans son ouvrage. Je pense que si on avait trouvé ce dessin, on l'aurait reproduit.

Ce qui domine toute la première partie de cette histoire, c'est la guerre séculaire de Pise et de Gênes, longue rivalité de Rome et de Carthage, ou plutôt de deux Carthages. Puis viennent les inimitiés de Pise et de Florence, qui, d'après un récit que notre auteur rapporte sans y croire, auraient commencé à l'occasion d'un

petit chien promis par un cardinal à un ambassadeur de Pise après qu'il avait déjà été donné à un ambassadeur florentin. La véritable et constante cause de ces inimitiés fut que Pise était la ville gibeline par excellence, et qu'à Florence, le parti guelfe, en général dominant, chassait les gibelins, dont Pise était l'asile et l'appui. Ces haines intestines qui divisaient l'Italie au moyen âge ont passé dans les histoires locales, et souvent en altèrent la vérité. On voit par exemple l'historien pisan dont nous parlons montrer le peu d'exactitude du récit que font les chroniqueurs florentins d'une certaine paix de 1254 ; mais lui-même, à ce qu'il semble, aveuglé par l'esprit national, tombe dans un excès également contraire à la vérité, tant les vieilles rancunes entre guelfes et gibelins, entre Florence et Pise, existaient à la fin du xvi siècle.

L'histoire véritable du comte Ugolino Gherardeschi, que nous appelons Ugolin, et que beaucoup ne connaissent que par Dante, est racontée d'une manière intéressante par Roncioni. Accusé d'avoir causé la perte d'une bataille navale contre les Génois, il le fut encore de favoriser les cités guelfes et de faire la paix avec les Florentins, pour se préparer par là des instrumens d'ambition et de tyrannie, d'avoir tué un sien neveu de sa propre main, enfin d'avoir excité, en faisant mourir celui de l'archevêque Roger, cette haine qui devait se produire par une atrocité de vengeance que Dante a punie on sait par quelle atrocité de châtiment ; mais ce châtiment, ce n'était pas l'archevêque Roger seul qui le méritait, c'étaient tous les membres du conseil (tutti i senatori), qui condamnèrent, après vingt jours d'une horrible prison, leur ennemi désarmé à mourir de faim avec deux de ses fils et deux de ses neveux. Roncioni, qui ne peut s'empêcher de trouver ce traitement abominable, est cependant comme atteint lui-même de

cette haine pour le gibelin traître à son parti, et prononce pour ainsi dire une seconde fois l'atroce jugement sur Ugolin.

La grande lutte de Pise et de Florence remplit toute la dernière partie de l'histoire de Roncioni. Cette lutte est pleine d'incidens et de détails qui ont une certaine tournure antique et héroïque. Uguccione della Faggiola, après avoir enlevé Lucques aux Florentins, fait à Pise une entrée triomphale sous le dais, par la Porte d'Or. Il prononce, avant la bataille de Monte-Catini, un discours qui ressemble à ceux de Tite-Live, et que le chroniqueur italien dit avoir été transmis par une ancienne renommée. Florence et Pise continuent à se faire une guerre acharnée, comme Athènes et Lacédémone. Tandis que chacune de ces républiques est divisée par ses factions intérieures, les inondations et les maladies contagieuses alternent avec les guerres civiles. Une fois entre autres Pise perdit par la contagion trente mille personnes en trois mois. L'annaliste pisan reproche souvent aux historiens florentins d'avoir altéré la vérité des faits. Il est certain que ceux-ci, étant plus nombreux et plus célèbres, ont besoin d'être corrigés par les narrateurs du camp opposé, qui nous donnent ce que demandait La Fontaine, l'histoire des hommes écrite par les lions. Dans les dernières lignes, l'auteur consigne la défaite suprême des Pisans, et il ajoute, avec un sentiment assez profond de cette défaite de la patrie pisane, dont il est l'historien : « Les Pisans supportèrent cette servitude jusqu'à ce que Charles VIII, roi de France, descendît en Italie. Et, favorisés par lui, de l'année 1494 jusqu'à 1509, s'étant affranchis, ils supportèrent un très violent assaut et fréquemment remportèrent la victoire sur leurs ennemis ; mais enfin, abandonnés de tous les potentats de l'Italie et du dehors, après cette généreuse résistance, ils retombèrent sous le joug des Florentins. »

On a donné place, dans les Archives historiques, à un ouvrage écrit de notre temps, au Sommaire de l'Histoire de Lucques, par Tommasi, mort il y a dix ans, ouvrage fait d'après des documens officiels dont un certain nombre a été publié à la suite du Sommaire de Tommasi. La république lucquoise a son histoire comme Pise, Sienne et Florence. Son rôle, qui finit par être moindre que celui de ses rivales, commença par être aussi considérable, alors qu'elle faisait graver sur son sceau ces orgueilleuses paroles : Luca potens sternit sibi quæ contraria cernit. L'histoire de Lucques présente toutes les phases ordinaires de la vie municipale italienne au moyen âge, lutte entre les nobles et le peuple, asservissement sous un tyran, délivrance momentanée, assujettissement par une république voisine et plus puissante. On y voit, on y suit avec intérêt, comme dans les autres histoires communales de l'Italie, la liberté populaire cherchant à se faire jour à travers toutes les puissances qui l'entourent et toutes les violences qui la compriment, tendant tour à tour la main à l'église ou à l'empire, selon qu'elle espère plus de l'une ou de l'autre, et ici opposant à la corporation militaire que forment les chevaliers des associations plébéiennes, des fantassins armés, Società di Concordia de'pedoni'delta città… Società delle Armi del Popolo, gardes bourgeoises, et, si l'on veut, gardes nationales du xiii siècle, sur lesquelles les Archives ont publié plusieurs renseignemens pleins d'intérêt. Elles ont donné aussi de curieux arrêtés sur la fabrication des étoffes de laine et de soie ; Lucques était surtout célèbre par ces dernières. On y voit qu'il était défendu à tout citoyen lucquois de teindre ou faire teindre, de tisser ou faire tisser, d'ouvrer ou faire ouvrer soie ou tissus de soie quelconques hors de la ville et du district de Lucques. De cet accaparement de l'industrie nationale il n'y a qu'un pays excepté, c'est la

France. Pour ceux qui désobéiraient à ces arrêtés, leurs biens seront confisqués, et si on peut le saisir, homme il sera pendu, femme elle sera brûlée, concremetur et comburetur. Ainsi dans cette république on était loin de la notion, vulgaire aujourd'hui, même dans des pays très peu libres d'ailleurs, de la liberté du commerce. La décadence de la république de Lucques date d'un homme qui y joua un rôle brillant, mais funeste, le célèbre Castruccio. « Ses actions, dit Tommasi, le montrent toujours habile à profiter des événemens, prompt à accomplir les plus difficiles entreprises, et évitant prudemment les périls ; mais ces qualités sont souillées d'une tache indélébile. À peine admis à rentrer dans sa patrie, il en prépara la ruine ; tous les malheurs dont elle fut victime depuis doivent être attribués à la trahison de Castruccio… Voilà, ajoute l'historien, la seule accusation, mais très grave, dont nous ne pouvons l'absoudre. » Il me semble que c'est bien assez.

La tyrannie la plus rude est celle qu'un peuple fait subir à un autre peuple ; il vaut encore mieux, pour un état libre, être assujetti par un prince que par une république. On en voit partout la preuve dans l'histoire de l'Italie au moyen âge, et particulièrement dans la dure servitude imposée aux Lucquois par les Pisans. Un beau jour, par exemple, dans un accès de défiance contre ces derniers, les Pisans décrétèrent que tous les habitans de Lucques, depuis l'âge de quatorze ans jusqu'à celui de soixante-dix, eussent à quitter la ville avant l'extinction d'un flambeau allumé à chacune des portes, et il fallut obéir.

En avançant dans l'histoire de Lucques, on arrive à cette triste époque où l'Italie devient le champ de bataille sur lequel les grandes puissances européennes viennent se disputer l'influence

et un peu le coffre-fort où elles viennent puiser tour à tour. Charles-Quint vend aux Lucquois le protectorat qu'il leur impose pour 15 000 ducats payables en trois fois ; mais l'empereur, avide d'argent comme un dissipateur pressé de jouir, escompte la somme, et se contente de 12 000 écus argent comptant, sauf à demander bientôt après 12 000 ducats pour l'entretien de son armée, sans quoi Prosper Colonna va diriger ses troupes sur Lucques. Les condottieri du moyen âge rançonnaient moins impudemment les villes pour lesquelles ils combattaient que sa très sainte majesté impériale les petits états qu'elle protégeait. On marchandait avec cette besoigneuse majesté. Un peu plus tard, Maximilien II demanda aux Lucquois 70 000 écus pour faire la guerre aux Turcs. C'était une de ces demandes exorbitantes qu'on fait pour se rabattre ensuite avec succès sur un arrangement beaucoup plus modeste. La république offrit 12 000 écus seulement, dont 8 000 en argent comptant. L'empereur avait paru d'abord s'en contenter ; mais il fallut payer le reste.

L'intérêt qui s'éteint depuis que la liberté en Italie est presque partout remplacée par la tyrannie et son indépendance violée ou menacée par l'étranger, l'intérêt se ranime un moment en présence d'une tentative téméraire et avortée, mais généreuse, celle de François Burlamacchi, qui conçut le projet d'appeler à la liberté les villes de la Toscane alors au pouvoir du grand-duc de Florence, Cosme I, de les unir par une fédération avec les deux républiques toscanes qui existaient encore, Lucques et Sienne. Il voulait aussi dépouiller le clergé de ses biens et enlever au pape le pouvoir temporel. C'est que Lucques semble avoir été un des points de l'Italie où les idées de la réforme avaient surtout pénétré. Plusieurs citoyens considérables se réfugièrent à Genève pour fuir les persécutions que soulevait contre eux dans leur pa-

trie l'humeur intolérante de Paul IV. Le gouvernement lucquois, avec une honorable énergie, repoussa constamment l'intervention du saint-office dans les procédures en matière de foi ; mais, cédant aux instances du pape, qui accusait certains négocians lucquois de propager les doctrines et les écrits des hérétiques, il finit par prendre contre ceux-ci des mesures assez vives, entre autres par leur interdire l'Espagne, la France, le Brabant et tous les lieux où il y avait d'autres marchands lucquois, décernant des récompenses et l'exemption de la peine capitale encourue pour d'autres faits à qui tuerait à l'étranger les contrevenans. Le pape Pie IV approuva la mesure dans un bref qui y fut joint ; j'en suis fâché pour Pie IV.

La république de Lucques, devenue aristocratique comme Gênes et Venise, survivait à toutes les républiques de la Toscane vers la fin du dernier siècle ; alors elle se trouva en présence d'une autre république qui respectait peu les constitutions du moyen âge. Celle-ci commença par adresser à sa pauvre vieille sœur des demandes d'argent dignes de Charles-Quint. Le général Serrurier entra dans Sienne, exigea d'abord 5 000 sequins, puis frappa la noblesse d'un impôt de 2 millions, et enfin fit séquestrer tout l'argent comptant qui se trouvait dans les caisses publiques, sans excepter les monts-de-piété et les hôpitaux, disant que c'était la propriété de la France. L'auteur ajoute tristement et sagement : « Tels sont les fruits de l'invasion étrangère. » Et il termine ainsi la conclusion de son histoire : « Laissant de côté tout ce qu'on pourrait dire de favorable ou de contraire aux hommes et aux choses qui ne sont plus, je déplorerai seulement qu'un si grand bouleversement d'état se soit opéré parmi nous, non pour la restauration de l'Italie, mais pour le renouvellement de la servitude. »

Si nous sortons de la Toscane et si nous entrons dans les États-Romains, nous trouvons Pérouse. En tête des chroniques italiennes qui racontent l'histoire de Pérouse, on a placé des fragmens d'un poème en vers latins, dont sauteur est un certain Boniface de Vérone, favori de Rodolphe de Hapsburg. Ce poème, intitulé Eulistea, du nom d'un fabuleux fondateur de Pérouse, grand ennemi des Troyens, est consacré à raconter les luttes de la ville de Pérouse avec quelques autres villes, et surtout son triomphe sur Foligno. Les vers sont très plats, entremêlés de fragmens écrits dans une prose barbare, que rend encore plus étrange l'incorrection du manuscrit, reproduite trop fidèlement dans le texte, mais qui ne manque pas d'une énergie sauvage. L'acharnement des guerres de ville à ville y est exprimé avec une certaine férocité de style. À propos d'un combat avec ceux d'Agubbio : « le Pérousin est transporté, enivré de la rage de la guerre !... Tout champ est horriblement baigné de sang... Ceux qui montent sur les arbres en sont précipités, ceux qui se cachent dans les broussailles y sont égorgés. » C'est comme un chant ou plutôt une psalmodie sombre entonnée sur le cadavre des vaincus. Diverses chroniques de Pérouse sont placées à la suite de l'Eulistea : l'une, qui sans aucune bonne raison porte le nom de Graziani, est une compilation puisée curieusement à dire rses sources, annotée par M. Polidori, à laquelle M. Fabretti a ajouté sept supplémens, et que M. Bonaini a fait précé der d'une histoire de la commune de Pérouse. On y voit ses premières guerres du xi siècle avec les villes voisines, Chiusi, Cortone. Assise, sodi, l'apogée de sa puissance au xii siècle quand elle était gouvernée tour à tour par ses dix consuls et son corps municipal ou par un podestat, choisi hors de la ville, selon l'usage de ces républiques. Les droits municipaux de Pérouse et son autorité sur son terri-

toire furent proclamés par l'empereur Henri IV, et des droits encore plus étendus lui furent reconnus par le pape Innocent III, à cette condition que les gens de Pérouse s'engageaient à faire pour les papes un service militaire. Puis viennent les éternelles divisions des nobles ou chevaliers, pars militum, et des piétons ou bourgeois, pars peditum ; les passions que ces luttes faisaient naître étaient si puissantes, qu'on voit les chefs des nobles, en faisant alliance avec les habitans de Città di Castello et d'Agubbio, insérer dans le ur convention cette clause singulière : que ceux-ci ne se feront et ne se laisseront jamais relever de leur promesse par une puissance ecclésiastique, et que, lors même que le pape les en dispenserait, ils s'engagent à l'observer.

Autre chose curieuse, Rome n'est pas pour eux seulement le siége de l'église, elle est l'héritière de l'antique cité souveraine, elle est l'auguste cité commune, communis alma urbs. Dans une pièce diplomatique du xiii siècle, il est dit que le peuple de Pérouse ne peut refuser une collecte imposée à la communauté que pour quatre raisons : l'une de ces raisons est le service du peuple romain, mis sur la même ligne que le service du pape et celui de l'empereur.

Pérouse était guelfe, car les empereurs avaient fait moins pour elle que les papes ; elle n'en montra pas moins parfois à ceux-ci cette fière humeur d'indépendance qui est l'âme de ces temps orageux et libres. Lorsqu'un cardinal voulait entrer dans la ville, il devait promettre solennellement qu'il n'attenterait en rien aux libertés municipales de Pérouse, et un jour on délibéra en conseil public si l'on n'exigerait pas cette promesse du pape Urbain VI avant de lui laisser mettre le pied dans la ville. Comme plusieurs autres communes italiennes, Pérouse eut souvent à combattre les

prétentions du clergé et à plier ses priviléges sous la loi civile. En 1389, les prieurs firent défense à qui que ce fût, religieux ou séculier, de recevoir en maison ou en église un meurtrier fugitif sous peine d'une amende de 100 florins. On trouve donc à Pérouse, au xiv siècle, l'interdiction de l'asile ecclésiastique, qui n'est pas encore entièrement aboli dans les États-Romains.

Un autre volume contient d'autres chroniques sur Pérouse : une d'elles est de César Bontempi, homme très religieux et qui dans son récit ramène et reporte tout à Dieu. Cela ne l'empêche pas de dire, en parlant du sac de Rome par le connétable de Bourbon : « L'opinion commune est que ça été un jugement de Dieu pour châtier les prêtres, qui étaient intolérables et pleins de tous les vices qu'on peut imaginer. » Ce Bontempi est du reste un brave homme qui donne en général raison à tout le monde, et qui, après avoir conseillé la guerre contre Paul III, alla à Rome demander pardon de ce qu'on avait suivi son propre avis. M. Fabretti, qui remarque ces choses, dit avec raison : « Bontempi était ému des injustices, puis s'y soumettait par crainte du pire. » Lâche pratique trop usitée depuis, et qui ne réussit pas toujours !

Ces chroniques nous montrent Pérouse dans sa grande lutte avec Paul III, dans cette guerre du sel, comme on l'appela, où les citoyens luttèrent pour une cause juste contre l'avidité du pape et l'ambition des Farnèse : ce fut la dernière explosion de l'héroïsme municipal. Le temps des résistances locales était passé. Charles-Quint, qui avait mis Rome à sac, mais qui n'aimait la liberté nulle part, conseilla pieusement aux citoyens de Pérouse de se soumettre au pape. Malgré la vigueur de la défense, la ville, abandonnée de tout le monde, succomba. Le vainqueur viola la capitulation, fit abattre les maisons, tomber les têtes, pilla l'argente-

rie de la commune, et, comme dit M. Fabretti, « il ne resta rien au peuple de tout ce qu'on lui avait promis que l'absolution des censures ecclésiastiques. »

Il n'y a pas dans toute la collection de l'Archivio un volume plus intéressant que celui qui concerne l'histoire de Naples sous la domination des vice-rois espagnols. C'est l'histoire d'un odieux gouvernement, et le savant éditeur de ce volume, M. Palermo, ne cherche pas à atténuer l'horreur qu'un tel gouvernement inspire. Nul volume n'est empreint d'une détestation plus sincère du despotisme : elle se montre presque à chaque ligne dans la préface et les notes de M. Palermo, et, chose remarquable, c'est en tête de ce même volume que se lit l'arrêté du grand-duc de Toscane qui souscrit pour cent exemplaires des Archives. Le tout est à la date de 1846, à cette époque où le souverain de la Toscane marchait dans la voie libérale qui devait le conduire à accorder librement et avant les événemens de 1848 une constitution, ce statuto qu'après ces événemens, après qu'il avait eu la fortune unique et méritée d'être rappelé spontanément par son peuple, il avait promis de rétablir, et que, malheureusement pour la Toscane, — j'ajoute avec une respectueuse douleur, malheureusement pour lui-même, — il n'a pas encore rétabli.

Le volume sur Naples commence par une vie de Pierre de Tolède, vice-roi de Naples. C'est un panégyrique dans l'intention de l'auteur ; mais, quoi qu'il fasse, à travers l'adulation perce la vérité, et l'oppression du peuple napolitain se montre à chaque page de la complaisante biographie. Ce vice-roi veut rétablir un impôt ; un citoyen nommé Fucillo se prononce contre légalement, car la ville avait des représentans qui, réunis en assemblées (seggi, piazze), devaient sanctionner l'établissement des

impôts. Fucillo est mis en prison et pendu. Le biographe ajoute : « Et cela fait, l'impôt fut établi sans contradiction. »

M. Palermo n'a pas de peine à montrer combien était générale à Naples l'exécration de la tyrannie espagnole, et combien elle était juste. Il en trouve la preuve dans ce que rapporte l'apologiste du vice-roi. Le savant éditeur reproche avec raison à Giannone, l'historien philosophe, d'avoir été l'écho de cette servile apologie, d'en avoir même copié des phrases sans citer l'auteur. Giannone vante le zèle de Pierre de Tolède pour l'établissement de la justice, justice barbare qui faisait par exemple mettre à mort un jeune homme trouvé sur le balcon d'une dame, parce qu'il était porteur d'une échelle de corde. M. Palermo demande si c'était travailler à l'établissement de la justice que de vouloir établir à Naples l'inquisition. Le soulèvement général de l'opinion empêcha ce détestable dessein de s'accomplir ; mais le vice-roi, après avoir promis solennellement d'y renoncer, fit ce qu'il put pour tenir le moins possible sa promesse. Et dans un chapitre intitulé mesures contre l'hérésie sans inquisition, le biographe de Pierre de Tolède raconte comment celui-ci « prêtait le bras séculier au très révérend vicaire de Naples, faisait arrêter les gens et les envoyait à Rome aux officiers de l'inquisition. » On voit bien que le vice-roi prit quelques mesures, bonnes en elles-mêmes, pour protéger les vassaux des seigneurs napolitains contre les abus de l'autorité féodale ; mais je suis tenté d'en conclure seulement que le gouvernement espagnol voulait ménager les vassaux, parce qu'il les craignait moins que les seigneurs.

D'autres pièces non moins curieuses se rapportent à une affreuse boucherie de deux mille vaudois égorgés froidement comme luthériens, « Ils ont été tués comme des moutons, dit une

lettre contemporaine ; ils étaient enfermés dans une maison. Le bourreau venait et les prenait un à un, leur mettait un bandeau sur les yeux, les menait dans un lieu spacieux éloigné de cette maison, les faisait mettre à genoux, leur coupait la gorge avec un couteau, et les laissait ainsi, puis prenait le bandeau ensanglanté et le couteau sanglant, allait en chercher un autre, et faisait de même… On a déjà préparé les chars, tous seront mis en quartiers et placés sur la route que suit le courrier jusqu'aux frontières de la Calabre… On a donné l'ordre de faire venir cent femmes des plus vieilles, de les faire torturer, et ensuite mettre à mort pour que le nombre voulu soit complet. » On voit bien quelque chose de semblable dans l'histoire romaine. Crassus, après la défaite de Spartacus, fit attacher six mille esclaves révoltés sur des croix qui bordaient la Voie-Appienne, de Naples à Capoue ; mais on ne dit pas que Crassus ait torturé et égorgé des femmes. Il ne faisait point cela au nom du christianisme et ne se disait pas chrétien.

Le gouvernement du roi catholique mit aussi à la torture le philosophe Campanella et d'autres dominicains, accusés, comme lui, d'avoir voulu organiser un soulèvement en Calabre et délivrer leur pays du joug espagnol. Les procès-verbaux de la torture publiés par M. Palermo ne laissent aucun doute sur la réalité souvent contestée de l'entreprise de Campanella. Tout ce qu'on vient de lire la justifie assez. L'illustre dominicain était un de ces utopistes du xvi siècle qui avaient puisé le socialisme dans Platon. Sa république idéale, dont la Cité du Soleil contient le fantastique tableau, n'était pas pour lui un simple rêve de l'esprit ; il croyait à son prochain avènement. La confession in tormentis de Campanella nous apprend qu'il avait dit un jour a que la fin du monde était proche, mais qu'avant ce temps il devait y avoir une république, la plus admirable de la terre, et que les moines de

saint Dominique devaient la préparer selon l'Apocalypse. » On voit qu'il y a dans notre temps bien des rêveries qui ne sont pas nouvelles. Campanella laissa à la torture une livre de sa chair, et vint, destinée étrange, mourir à Paris dans le couvent de la rue Saint-Honoré qui devait s'appeler les Jacobins !

Milan figure dans l'Archivio par trois chroniques, dont l'éditeur est M. Cantù, cet infatigable et intelligent historien qui a débuté par une histoire universelle devenue populaire en Italie. Toutes les chroniques ne sont pas des chefs-d'œuvre, mais presque toujours elles ont le mérite de transporter au sein des événemens qu'elles racontent jour par jour. Elles sont les journaux du passé, renfermant, comme les autres journaux, beaucoup de détails insignifians pour la postérité, parfois de fausses nouvelles et de faux jugemens ; mais, écrites sous la dictée du présent, elles sont instructives, même quand elles se trompent, et curieuses, même quand elles ennuient.

Celles de Milan ne sont pas très-amusantes. Jean de Cagnola, qui écrit pour passer le temps dans son château fort de Sartirana, n'est point un historien critique ; dans ses premiers livres, où il parle du moyen âge, les erreurs abondent. En général les chroniqueurs ont la mauvaise habitude de remonter à l'origine du monde, ou au moins à la venue de Jésus-Christ, et de faire précéder d'une compilation souvent indigeste le récit des faits de leur temps. Cette espèce d'en-tête n'a en général aucun intérêt. Cagnola ne montre dans le sien nulle intelligence de l'histoire, et par exemple il passe très légèrement sur le grand événement de la ligue lombarde ; arrivé aux faits contemporains, il est plus exact et plus complet, mais alors même il reste un chroniqueur, et ne s'élève jamais jusqu'à être un historien. On ne trouve chez

lui trace d'aucun sentiment politique : après avoir raconté les faits excellens des Visconti, il raconte les faits glorieux des Sforza. Un de ces chapitres est intitulé commencement de la liberté de Milan, mais il nomme les défenseurs de Milan la faction tyrannique de la liberté ; il loue d'avoir délivré l'Italie du péril de l'invasion Louis le More, qui appela cette invasion. Ce Cagnola me paraît n'avoir été guère moins plat par le cœur que par le style.

J'aime un peu mieux un autre chroniqueur milanais, le patricien Prato : celui-ci ne parle au moins que de ce qu'il sait, il peint assez vivement, comme dit très-bien M. Cantù, « ce mélange de faste et de misères chez les peuples, d'ambition et d'impuissance chez les princes, qui fait le fonds de l'histoire de ces temps-là. » Sa préface sent son grand seigneur. Prato dit d'un ton fort dégagé « qu'il écrit parce que telle est sa fantaisie. » Il ajoute : « Je plairai au lecteur, ou non. Si je lui plais, j'en serai fort aise ; si je n'y parviens pas, je suis tellement accoutumé à perdre mes peines en écrivant pour mon plaisir, que je les perdrai encore cette fois très volontiers. »

Je préfère de beaucoup l'honnête mercier Burigozzo, qui enregistre, avec les événemens politiques, les grands froids, les grandes pluies et les miracles, qui parle d'un nommé Jules II et d'un nommé Gaston de Foix, qui se plaint de la cherté des denrées, et a soin d'en indiquer les prix. La chronique du mercier Burigozzo me rappelle un peu les Mémoires d'un Bourgeois de Paris (ceux du xv siècle). Chez le bourgeois de Milan comme chez son contemporain de Paris, on trouve un vif sentiment de la misère du peuple, que les soldats ennemis pillent et que les soldats amis rançonnent ; il appelle toujours sa ville le pauvre Milan. « Et ainsi va de mal en pis, s'écrie-t-il, le pauvre Milan, les boutiques à

moitié ouvertes et à moitié fermées, ne faisant rien et ayant grand'peur. » Voilà l'expression naïve des souffrances obscures des classes paisibles au milieu des querelles et des guerres des princes italiens. « Pauvre Italie, s'écrie énergiquement M. Cantù, obligée de débattre par les armes le moyen d'être libre, quand il n'y avait plus pour elle de liberté, comme un cadavre qui souffrirait dans sa bière ! »

Cet honnête mercier Burigozzo avait un fils qui voulut continuer la chronique de son père, et qui, pour annoncer son œuvre, termina l'œuvre paternelle par ces lignes vraiment singulières : « Vous verrez la suite dans la chronique de mon fils, car à cause de la mort qui m'est survenue, je ne puis plus écrire. » En présence de ces maux endurés pour des intérêts qui n'étaient pas ceux de l'Italie, M. Cantù dit avec raison : « Malgré les déclamations qu'on a pu faire sur les discordes fraternelles du moyen âge pour arriver à la liberté, elles ont moins coûté de sang que l'insouciant empressement à servir. » Un autre narrateur, non moins naïf écho des sentimens populaires, est un moine, le frère Philippe Visconti, qui raconte avec une grande apparence de bonne foi tout ce qui s'est passé sous ses yeux durant cette terrible peste de Milan dont tout le monde a entendu parler, car tout le monde a lu les Fiancés de Manzoni. Le bon moine n'a pas le plus léger doute sur la réalité des empoisonnemens prétendus produits par les onctions, et dont les auteurs furent livrés à de si atroces supplices. Cette croyance à des empoisonnemens mystérieux, que l'on a vu se produire presque partout lors des premières invasions du choléra, paraît être une maladie de l'esprit qui se manifeste comme un symptôme concomitant dans toutes les grandes épidémies. Je ne puis, comme l'éditeur, admettre ce fait, dans lequel je reconnais tout simplement, quand il devrait

m'accuser de pyrrhonisme, une illusion née dans les imaginations excitées de cette espèce de démence qui saisit parfois les multitudes, et leur fait croire qu'elles ont vu ce qui n'a pas existé. On pourrait citer plusieurs autres exemples de ce que j'appellerais volontiers des hallucinations populaires.

L'histoire de Venise tient une assez grande place dans les Archives italiennes. On y trouve une chronique latine du xii siècle, Chronicon altinate, qui remplit une lacune dans la série des annales de Venise, et contient de curieux détails sur l'ancienne histoire des îles vénitiennes. C'est là son importance et son intérêt ; du reste c'est une narration sèche et sans couleur. Comparez, par exemple, le livre sixième, où en une page sont brièvement racontés le siége de Constantinople par les croisés et les événemens qui l'accompagnent, avec l'admirable récit de notre vieux Villehardouin. Son français énergique est presque contemporain du latin assez barbare de la chronique d'Altino. Il n'y avait nulle prose qui pût le disputer à la nôtre, au xii siècle et au xiii siècle aussi bien qu'aux xvii siècle et xviii siècle.

Au xiii siècle, l'usage du français était déjà répandu partout, et les étrangers rendaient témoignage à l'agrément de notre langue. Nous en trouvons la preuve, sans sortir des Archives, dans la chronique vénitienne écrite en français par Martino da Canale, et souvent citée comme attestant la diffusion et la popularité du français en Europe au moyen âge. Martino da Canale était Vénitien, je n'en saurais douter. L'analogie de son nom nous fait d'abord penser à la cité des canaux, un Vénitien de ce nom paraît dans sa propre chronique, et plus tard dans celle de Malipiero. Sa dévotion à saint Marc, l'enthousiasme avec lequel il revient à plusieurs reprises sur les louanges de Venise, la noble cité, de la

place et de l'église Saint-Marc, la plus belle place et la plus belle église qui soient au monde, ne laissent guère de doute à cet égard. Rien chez lui n'indique une extraction étrangère. Ce n'est point comme Français qu'il a choisi la langue française pour écrire sa chronique ; c'est, dit-il, por ce que la lengue franceise cort parmi le monde, et est plus deleitable à lire et à oïr que nule autres, qu'il s'est entremis de translater l'ancienne estoire des Veneciens de latin en français. Seulement Martino da Canale, qui avait beaucoup voyagé, était évidemment venu en France et y avait résidé. On voit qu'il est nourri de la lecture des poèmes chevaleresques français, qui formaient à cette époque le fonds commun de la littérature européenne. Il en transporte sans cesse les formes dans sa narration, ce que du reste faisait aussi Villehardouin.

Que vous dirai-je..., le conte dit (or di li contes) : Seignor je veux que vous sachiez, etc. Le récit de la prise de Constantinople, sans valoir celui de Villehardouin, est naïf et animé. On sent encore la provenance de l'auteur dans le rôle en première ligne qu'il fait jouer aux Vénitiens. Ceux-ci sont représentés comme plus habiles à monter aux échelles que les Francs, qui échouent à un premier assaut, et sont excités et reconfortés par le doge Dandolo. Du reste rien ne peut faire plus d'honneur à ce vieux doge aveugle de quatre-vingt-dix ans que ce que dit Villehardouin de son estrange fierté. « Il estoit tout armé au chief à la proue de sa galère, et avoit devant lui le gonfanon de saint Marc. Il escria as (aux) siens qu'ils le meissent à terre vistement, ou si ce non (sinon) il feroit justice de leur cors. » Telle était la vieille énergie de Venise. On croyait qu'elle s'était éteinte avec son antique patriciat, mais elle s'est retrouvée tout entière lors du dernier siége

soutenu par l'indépendance, et le nom de Manin ne mérite pas moins de respect sous ce rapport que celui de Dandolo.

Un monument historique d'une haute importance et publié dans les Archives, ce sont les Annales vénitiennes de Malipiero. Elles embrassent presque toute la dernière moitié du xv siècle, c'est-à-dire l'époque qui vit paraître l'imprimerie, la renaissance et Luther, le monde antique finir par la prise de Constantinople et un monde nouveau se révéler par la découverte de l'Amérique. Cette époque si brillante est, comme le remarque l'éditeur, M. Sagredo, triste pour l'Italie, dont elle prépare la décadence, et en particulier pour Venise, dont elle commence la ruine ; mais il y a un grand intérêt à voir la fière république livrer aux sultans de Constantinople et aux princes italiens ses derniers grands combats, tandis que les étrangers passent les Alpes, que la France et l'Espagne se disputent cette malheureuse Italie, qui depuis lors ne s'est jamais complètement appartenu à elle-même.

Tout ce qui se fait en Italie et presque tout ce qui se passe dans le monde trouve un écho dans les Annales de Malipiero, car Venise, par sa diplomatie et son commerce, touchait à tous les points du globe. La première grande affaire dont il est parlé dans les Annales vénitiennes, c'est le projet d'une croisade contre les Turcs, que Pie II, cet aimable et vaillant pape, s'efforce d'organiser parmi les princes chrétiens. Il aiguillonne dans ses lettres le zèle des Vénitiens, stimule leur lenteur, exalte leurs exploits en Morée, et meurt au milieu de ses préparatifs à Ancône, où le doge était allé le joindre pour se concerter avec lui sur l'expédition et en prendre le commandement. L'enthousiasme religieux qui avait fait les croisades était passé. Le doge ne part point. Les Vénitiens continuent à enlever au sultan, pour leur propre compte,

des villes et des forteresses, et quand le successeur de Pie II, Paul II, exhorte ses compatriotes à continuer la campagne contre les infidèles, et leur offre pour cela 300 000 ducats, l'opinion du conseil est « d'accepter la somme, mais que le pays (la terra) ne peut prendre l'engagement de ne pas conclure la paix, si on lui offre des conditions avantageuses. »

La diplomatie vénitienne va chercher au bout du monde un roi de Perse pour s'en faire un allié, et celui-ci demande à son tour l'appui de la flotte vénitienne contre leur ennemi commun, tandis que le sultan envoie un ambassadeur au duc de Milan pour l'exhorter à attaquer la république, et que le roi de Naples l'invite à envahir l'Albanie. Le gouvernement vénitien, inquiet de la ligue que fomente le duc de Milan, consent à une trêve avec le sultan, sans exiger que la flotte turque ne puisse franchir les Dardanelles. Sur quoi Malipiero fait cette réflexion : « Et c'est une grande honte que ce pays ait trouvé bon de faire un traité avec les Turcs sans cette antique et noble condition tant chère à nos anciens, et qu'ils avaient soin d'insérer dans toutes les capitulations. » Mais ce qui est bien pis qu'un traité peu glorieux, ce sont les intelligences établies entre plusieurs puissances chrétiennes, le roi de Naples, le duc de Milan, Florence, Ferrare, le très saint empereur d'Allemagne Maximilien, enfin le pape Alexandre VI d'une part et le sultan de l'autre, pour exciter celui-ci à attaquer la république de Venise, un des boulevards de la chrétienté. C'est ce dont on ne peut douter en lisant les Annales de Malipiero.

La seconde partie de ces Annales traite de l'histoire intérieure de l'Italie. Cette histoire est affligeante. L'Italie use dans des querelles intestines une vigueur qu'elle ferait mieux de réserver

contre l'étranger. La république de Venise, qui négocie toujours, entre dans plusieurs ligues, tantôt contre le pape, tantôt contre le sultan. Les Vénitiens s'alliaient là où ils avaient intérêt a le faire. La plus sagement motivée de ces ligues fut celle de 1473 pour la conservation et défense des états italiens contre qui que ce soit ; mais bientôt le roi de France fut un des chefs de cette ligue, qui devait protéger la nationalité italienne, et comme le pape lui était devenu contraire, Louis XII lui écrivit une lettre, signée « le fils de votre sainteté, » dans laquelle ce fils peu respectueux disait au saint père : « Plût à Dieu que votre sainteté daignât considérer ce qu'elle fait, et si elle ne peut résister au Turc, que du moins elle n'eût fait dommage à personne, de sorte que votre ministère ne se fût attiré aucun blâme, car votre sainteté n'ignore pas que l'Apocalypse a annoncé qu'il y aura des scandales dans l'église, et que les auteurs de ces scandales ne dureront pas, mais auront une fin terrible (atrocissime perire) dans ce monde et dans l'autre ! »

La ligue contre les Turcs, où Venise était entrée, fut bientôt rompue, et cet état fut engagé dans une guerre contre le pape. Les lettres de la seigneurie de Venise à Sixte IV sont curieuses. On ne saurait mieux maintenir son droit avec les formes d'un respect si profond, qu'il est presque ironique. Puis les Vénitiens entrent dans la confédération formée contre Charles VIII, pour chasser, comme disait un peu plus tard Jules II, les barbares de l'Italie. Malheureusement dans cette confédération nationale étaient deux élémens peu nationaux, et les barbares étaient représentés par l'empereur Maximilien et par le roi d'Espagne. Bientôt après les Vénitiens s'allient au roi de France contre le duc de Milan. Ils devaient expier cette alliance avec une puissance dangereuse alors pour l'Italie, comme toutes les grandes puis-

sances, par la ligue de Cambrai, qu'allait former contre eux le grand ennemi des barbares, Jules II, lequel, avant de vouloir les expulser d'Italie, les y appelait. Princes, papes, républiques furent donc tous coupables de cette faute de l'Italie au xv siècle : invoquer contre un ennemi détesté l'intervention étrangère et par là ouvrir et livrer l'Italie à l'étranger.

L'Histoire secrète de Foscarini a un Vénitien pour auteur ; mais ce n'est pas de Venise qu'il s'agit dans cette histoire intitulée secrète, seulement parce qu'elle est surtout diplomatique. Foscarini, homme distingué dans les lettres et qui fut doge au xviii siècle, se trouvait ambassadeur de Venise auprès de l'empereur Charles VI, pendant qu'une bataille fit passer de l'empire aux Espagnols la possession du royaume de Naples. Et c'est cet événement, auquel la république de Venise demeura étrangère, qui est l'objet principal de cette histoire, dans laquelle Foscarini recherche les causes de la décadence et de la chute du pouvoir de la maison d'Autriche en Italie. Il se montre décidément partisan de la domination allemande, « laquelle, dit-il, était accompagnée d'avantages qui ne se rencontrent jamais sous les princes des siècles passés. » Ces mots sonneraient aujourd'hui étrangement dans une bouche italienne. Ils étonnent un peu dans celle de Foscarini, quand on le voit, tout de suite après avoir montré tant de sympathie pour la domination de Charles VI, reconnaître que l'Italie lui était surtout précieuse à cause des revenus qu'il en tirait, et, comme le dit énergiquement l'écrivain, qu'il en exprimait (spremeva), des places lucratives qu'il pouvait y donner à ses sujets. Foscarini avoue même négligemment qu'en Allemagne tous les revenus de l'empereur ayant une destination obligée et nécessaire, il ne lui en restait pas un sou, de plus « que le mode de

gouvernement et le caractère de la nation y répugnaient à ces expédiens qui réussissent heureusement en Italie. »

Foscarini explique avec sagacité comment fut amené dans le royaume de Naples le changement de domination étrangère ; mais cette portion de l'histoire d'Italie, où l'Italie figure comme proie du vainqueur, passant d'une main à l'autre, n'offre qu'un intérêt plein de tristesse, tristesse admirablement exprimée dans le chœur d'une tragédie de Manzoni, où le poète montre les Francs s'unissant aux Lombards qu'ils ont vaincus pour opprimer ensemble un peuple qui n'a pas de nom. Détournons les yeux de ces vicissitudes de dépendance, de cette variété d'assujettissement, de ces préférences de servitude qui forment le chapitre le plus affligeant de l'histoire italienne, en espérant que le temps présent n'y ajoutera pas une page de plus.

Les Archives contiennent sur l'histoire des papes plusieurs morceaux remarquables. Des éphémérides du pontificat de Sixte V présentent un tableau bien sombre des désordres qui régnaient lors de son avènement. Rien ne saurait être plus glorieux pour ce grand pape que la peinture des maux auxquels il sut si vigoureusement et si promptement remédier. L'état romain était en proie à des bandits qui, sous le titre de princes, y exerçaient les plus incroyables violences. Des bandes de sicaires, aux gages de ces oppresseurs, portaient partout le meurtre et la désolation. Les marchands et les pèlerins n'osaient se mettre en route. Tout le monde était exposé à être pillé, torturé, tué dans sa maison. Rome fut menacée par cette armée de scélérats, et plusieurs fois ferma ses portes ; dans son sein même, on pillait, on égorgeait impunément les citoyens et on les jetait dans le Tibre. Les soldats du pays et les sbires achevaient d'enlever ce qui avait échappé

aux brigands. La famine venant s'ajouter à tous ces maux, trois choses, comme le dit en résumant l'auteur, sans lesquelles la vie de l'homme en société est impossible, manquaient à la fois : la justice, la paix et le pain. Malgré tous les abus qu'on peut reprocher aujourd'hui au gouvernement romain, il faut convenir qu'il a fait depuis ce temps de notables progrès.

Le récit de la guerre de Paul IV contre les Espagnols, par Norès, est un dramatique épisode de l'histoire de la papauté, de la papauté du xvi siècle, renonçant à son grand rôle du moyen âge, au rôle d'arbitre de l'Europe chrétienne, pour descendre dans la mêlée des puissances, et y chercher une importance politique secondaire et des agrandissemens de territoire mesquins, y faire prévaloir des intérêts de famille indignes d'occuper le père commun des fidèles : ambition qui a été une chute, et d'où sont sortis, par les dépenses qu'elle entraînait et les expédiens où ont conduit ces dépenses, les embarras accumulés dans les finances et dans l'administration romaines jusqu'à nos jours. Paul IV, en voulant abaisser la puissance impériale en Italie, obéissait à un sentiment italien ; mais il était poussé aussi par la passion d'agrandir sa famille, de donner à ses neveux des principautés, d'en faire de petits souverains, passion étroite qu'ont malheureusement éprouvée si violemment plusieurs papes, et pour laquelle on a créé le nom de népotisme.

Ici l'histoire italienne touche à l'histoire de France, car Henri II, auprès de qui les Guise ont fait agir M de Valentinois, envoie une armée pour guerroyer au nom du pape contre l'empereur et le roi d'Espagne et attaquer leurs possessions en Italie. Paul IV, qui avait quatre-vingts ans, se prépare à la guerre avec une ardeur digne de Jules II ; en même temps il donne à ses ne-

veux les terres dont il dépouille les barons romains. Il est plein d'espérance et d'orgueil ; mais bientôt devaient venir le désenchantement et les revers. Henri II fait la paix avec l'empire, et le duc d'Albe, vice-roi de Naples, se décide à marcher sur Rome. Les généraux de Charles-Quint en savaient le chemin. Le vieux pape s'apprête à recevoir l'ennemi et dans ses plans de défense ne ménage rien. Il fait démolir le couvent de Sainte-Marie du Peuple et envoie les religieux à la défense des remparts. Cependant le peuple romain ne montre pas la même résolution que le pape. Il est vrai qu'il n'a pas des neveux à pourvoir. Tandis que le duc d'Albe occupe la campagne, personne n'ose marcher contre lui. Le cardinal Caraffa, pour donner l'exemple, sortait par une porte et rentrait par une autre. Rome, dit Norès, fut tenue un moment en échec par cent hommes. On fait une trêve, mais le duc d'Albe se montre toujours hautain et superbe à l'endroit des conditions de paix. Le ministre de sa majesté catholique prépare un concile, annonce un jubilé, et même donne des indulgences pour remplir la caisse de son armée. Le duc d'Albe revient sous les murs de Rome : il n'y entre pas cependant ; mais le pape, voyant les Français battus à Saint-Quentin et le duc de Guise rappelé, prend le parti de faire la paix. L'histoire de Norès se termine par cette tragédie de la famille Caraffa, qui semble appartenir au moyen âge. À quatrevingts ans, Paul IV repousse ses neveux, pour lesquels il avait tant fait ; il déclare publiquement que ce sont des scélérats qui l'ont trompé, et meurt bientôt. Le peuple ouvre les prisons et veut jeter par la fenêtre les moines de la Minerve, il brise la statue du pape, et un Juif la coiffe du bonnet jaune que Paul IV avait imposé à la population juive de Rome. Pie IV fait mettre à mort le cardinal Caraffa et le duc de Paliano, celui-ci meurtrier de sa femme. Ainsi finissent les neveux de

Paul IV, et les mille sentiers de l'intrigue qu'on a vu se croiser dans le récit de Norès aboutissent à une mare de sang.

Le sentiment de patriotisme sincère et bien entendu qui règne dans les Archives historiques n'a eu garde de négliger les récits de certains événemens qui se rapportent à la défaite ou à l'expulsion de l'étranger. Dans le volume qui a paru pendant que la Lombardie et Venise luttaient contre l'Autriche, on publiait, avec une opportunité qui devait cesser bientôt, les Allemands chassés de la ville de Gênes en 1746, et l'on n'oubliait pas le rapprochement.

Le Piémont a fourni un volume de pièces historiques, dont l'intérêt est encore augmenté par celui qui, de toutes les parties de l'Italie, se porte maintenant sur la royauté constitutionnelle de la maison de Savoie. Le marquis de San-Tommaso avait commencé à recueillir et à rassembler ces documens. Ce travail très considérable, interrompu par sa mort, a été continué par M. Scarabelli. Cinq cent trente-deux documens ont été copiés dans les archives de Turin, de Genève, de Berne, de Lausanne, de Fribourg, de Milan, etc. De quatorze cents, il a été fait des extraits choisis. « Toute cette collection de documens, dit M. Scarabelli, je l'ai ordonnée de manière à ce qu'elle représente la partie nouvelle qui devrait entrer dans l'histoire du Piémont et de la Savoie depuis le commencement du xiv siècle jusqu'à plus de la moitié du xv siècle. Ce sont des matériaux indispensables à qui voudra écrire l'histoire générale. »

Àcôté de l'histoire publique, il y a dans ce monde une histoire privée qui ne s'écrit presque jamais ; parfois cependant quelques feuillets de cette chronique des familles et des ménages ont été tracés et conservés par hasard. À ce genre d'histoire, qu'on pour-

rait appeler l'histoire domestique, appartiennent plusieurs documens de la vie privée à différentes époques, tous instructifs pour l'état économique et financier de l'Italie. Le plus curieux a pour titre : Mémoires d'une famille siennoise. Ce sont les comptes de recette et de dépense d'une mère de famille italienne du xiii siècle. Dans l'avertissement, qui ne pouvait manquer d'être ingénieux et intéressant, puisqu'il est de Tommaséo, se lisent quelques fines remarques, « Ce simple livre de comptes, dit-il, n'est pas seulement un précieux monument du vieux langage, mais aussi de la vie religieuse, civile, domestique de l'aimable ville de Sienne, de son commerce, de son agriculture, de ses arts, et, sous ces chiffres, qui sait chercher trouve la franche et vivante poésie. La première dépense inscrite est un cierge pour saint Nicolas, puis viendront le couteau de ceinture et le casque du fils de la maison ; mais le cierge vient avant tout. Ce cierge pour saint Nicolas est plus grand que le cierge des autres saints ; ceux-ci sont de 10 ou 12 deniers, celui-là de 26 deniers. C'est que saint Nicolas est le saint des mariniers, des écoliers, des pauvres, des jeunes filles. » Une autre pièce du même genre, mais d'une provenance plus illustre, le livre des comptes du roi Jean pendant sa captivité en Angleterre, vient d'être publié par un écrivain de sa race qui a montré la même valeur sur les champs de bataille, et qui vit exilé là où le roi Jean fut captif. Un grand intérêt s'attache à cette publication, curieuse et historique à plus d'un égard.

En fait de biographie, les Archives contiennent deux volumes de vies d'Italiens illustres. Il n'y a pas, dans le nombre, d'hommes d'une renommée européenne. De ceux-là, les biographies étaient connues et n'ont pas attendu l'Archivio pour arriver à la publicité ; mais on y trouve des vies intéressantes, celle, par exemple, de Philippe Scholari, qui, étant allé en Hongrie dans un

intérêt commercial (les commerçans florentins allaient partout), devint général de l'empereur Sigismond. Presque tout ce qui fut grand à Florence, à commencer par les Médicis, sortit du comptoir. À l'époque de la renaissance, le divorce qui s'établit trop souvent de nos jours entre l'utile et le beau n'existait pas ; l'industrie était sœur de l'héroïsme ; les bourgeois des républiques italiennes montraient les sentimens et avaient quelques-unes des coutumes de la chevalerie ; l'industrie donnait la main aux arts et aux lettres. Ce sont les drapiers de Florence qui ont élevé la cathédrale de Brunelleschi. Les navires marchands des Médicis rapportaient des manuscrits grecs avec les épices du Levant. Un biographe estimable du xv siècle, appelé Vespasien Bisticci, était un simple libraire, mais c'était en même temps, comme d'autres libraires de cette époque, un érudit, un collecteur de manuscrits passionné et instruit. On a donné place, dans l'Archivio, à plusieurs biographies de ce Plutarque modeste ; elles sentent un peu le panégyrique, ce qui arrive quelquefois à Plutarque, et sont écrites comme les siennes avec cette bonhomie si inattendue chez un rhéteur grec, et dont Plutarque, comme l'a si bien montré M. Villemain, doit un peu parmi nous la réputation à son traducteur Amyot.

Un autre exemple de cette alliance du commerce et des lettres est donné par Philippe Sassetti, que M. Polidori, l'un des plus actifs collaborateurs des Archives, appelle avec raison dans sa docte préface un marchand philologue. C'était en effet un négociant comme il n'y en a peut-être pas beaucoup aujourd'hui, celui qui, au moment de s'embarquer pour les Indes, écrivait à un ami que, s'il acquérait dans son voyage la moindre connaissance, il s'en tiendrait plus riche et plus content que de tout autre profit, et qui, tout en faisant le commerce du poivre, faisait aussi des col-

lections d'histoire naturelle et des observations sur la déclinaison de l'aiguille aimantée. La biographie de Sassetti lui-même est aussi intéressante que celles qu'il a écrites. L'une de ces biographies est cependant celle de François Ferrucci, le défenseur de Florence pendant le siège de 1529, celui qu'on a appelé le dernier des Italiens, et qui mourut avec l'Italie, car c'est là qu'elle est morte, — je me hâte d'ajouter, autant qu'un peuple peut mourir.

Ferrucci aussi avait été marchand avant d'être général ; mais ce marchand débuta, dans sa jeunesse, par défier le bravo le plus renommé de la Toscane et par agir très chevaleresquement et très militairement en plusieurs rencontres. Puis il s'en alla à Naples escarmoucher en amateur parmi les bandes noires contre les Espagnols. Quand vint le siége de 1529, nommé commissaire général de la guerre et commandant de l'armée qui tenait tête à l'ennemi, il montra autant d'habileté que de courage, sut prendre Volterra aux Espagnols et ensuite la défendre contre eux. Le gouvernement, réduit aux dernières extrémités, lui donna l'ordre de venir près de Florence attaquer l'armée assiégeante. C'était une témérité du désespoir. Ferrucci en jugea ainsi, mais il obéit. Après un combat terrible dans lequel il fit des prodiges de valeur, dévoré par la fièvre, tout le corps entamé par les piques ou troué par les arquebuses, il fut fait prisonnier, et il tomba aux mains d'un Fabrizio Marmaldo qui l'insulta. Ferrucci répondit : « J'ai été battu aujourd'hui et d'autres fois vainqueur ; mais ma république n'est pas vaincue. » Marmaldo le fit désarmer d'abord et ensuite le poignarda.

Aux biographies il faut joindre des lettres d'hommes célèbres, du fameux adversaire de Turenne, Montecuccoli, que nous nous obstinons à appeler Montecuculli, je ne sais pourquoi, peut-être

pour l'euphonie, des lettres de Paoli et des lettres de Savonarole. Parmi les lettres de Savonarole, dont le père Marchese est l'éditeur, celles qu'il adresse à sa famille, à sa mère, à sa sœur, à son frère, montrent, au lieu de l'orateur populaire et violent, le religieux plein de piété, de simplicité, et celles adressées à différens princes contiennent des avertissemens et des réprimandes énergiques. On y remarque çà et là des explosions de cet esprit prophétique qui, en présence des vices du peuple et des crimes des princes, faisait découvrir et annoncer à Savonarole les maux qui devaient les punir. La conscience de son bon droit le soutient dans sa lutte avec la papauté, représentée alors, hélas ! par Borgia. Savonarole écrit : « Si Rome est contre moi, sachez qu'elle est contraire non à moi, mais au Christ, et combat contre Dieu. » C'est ainsi que Pascal écrivait : « Si on condamne mes lettres à Rome, ce que j'y condamne est condamné dans le ciel. »

Les Archives ont publié un ouvrage extrêmement précieux, qui concerne Savonarole. C'est un poème italien que frère Benoît de Florence, le disciple et l'ami le plus cher du grand dominicain, écrivit dans la prison où l'avait fait renfermer la hardiesse avec laquelle il défendait la mémoire de son maître. Dans ce poème, assez bizarrement intitulé le Cèdre du Liban, l'auteur raconte sa vie et la vie de celui qu'il appelle son prophète (il propheta mio Savonarola). Les vers qu'il place dans la bouche du prédicateur résument énergiquement ses foudroyantes invectives contre les désordres de l'éghse : « Ô Rome, ô prêtres scélérats !... L'essence du mal, ce sont les prêtres et les moines !... »

La forma di mal far son preti e frati.

Et ses menaces, si tôt et si terriblement justifiées par l'événement : « Rome, tu seras bientôt subjuguée ; je vois venir sur toi le

couteau de la colère ! » Le frère Benoît raconte ensuite comment la parole de Savonarole opéra sa conversion malgré les assauts qu'il eut à soutenir contre les autres et contre lui-même, et comment enfin il reçut du saint prophète l'habit de dominicain.

Après avoir célébré avec enthousiasme et décrit avec la minutie de l'amour les traits de son maître adoré, jusqu'à la délicatesse de ses membres, et cette main qui était si fine, qu'elle semblait reluire :

Era di membra a modo dilicato
Che quasi relucea sua santa mano,

le poète (car frère Benoît mérite ce nom) nous montre le diable furieux des succès de Savonarole. Comme Milton, l'auteur fait parler Lucifer au milieu de l'assemblée des démons, et là résoudre cette mort de Savonarole, qu'un pape devait ordonner ; puis, revenant sur la terre, son récit poétique de la fin de Savonarole acquiert un grand intérêt, car il parle de visu. Il était avec lui dans le couvent de Saint-Marc, quand on est venu l'arrêter ; il a fait pleuvoir sur les soldats les tuiles du couvent. Il a entendu et il répète le dernier discours que Savonarole a prononcé devant l'autel ; il s'écrie : « J'ai vu de mes yeux le prophète tomber dans les mains des ennemis... Je me mis en devoir de le suivre, feignant d'être avec lui, de sa compagnie ; mais cette foule mauvaise me repoussa en arrière, et moi, chassé, je restai seul dans la rue, absorbé dans la contemplation d'un si grand outrage fait au pasteur de mon âme. » Tout ce récit est extrêmement touchant par sa naïveté, et précieux par les détails historiques qu'il renferme.

L'histoire du commerce et de l'industrie a trouvé place, dans les Archives, à côté de l'histoire proprement dite. Les Vénitiens,

qui, les premiers, eurent le génie du commerce au sein d'une époque guerrière, s'efforcèrent sagement d'attirer chez eux les marchands et les artisans des autres pays, en les traitant sur le pied d'une égalité complète avec les nationaux, en laissant leurs corporations s'administrer et se gouverner elles-mêmes. Les Florentins eurent à Venise de nombreux établissemens de commerce. Un règlement de la compagnie des Florentins, en 1556, nous apprend quelle était l'organisation de l'association commerciale des marchands de Florence établis à Venise. Un privilège, accordé en 1201 par Léon, roi d'Arménie, aux Vénitiens, montre à quel point Venise avait su faire, au commencement du xiii siècle, accepter son autorité et sa puissance. Elle avait obtenu que toute affaire commerciale serait jugée d'après les lois de la république (jus venetum). Si un bâtiment portant des marchandises vénitiennes faisait naufrage, contrairement au droit d'épave, si généralement établi au moyen âge, ces marchandises n'étaient point dévolues au souverain d'Arménie. Le privilège confère aux Vénitiens le droit d'importation et d'exportation en toute franchise et le droit de transit ; la liberté du commerce était alors beaucoup mieux assurée dans ces régions qu'elle ne l'est aujourd'hui. On voit en outre, par ces documens, que les Vénitiens avaient établi en Arménie, au moyen âge, des fabriques de l'étoffe de laine appelée camelot et un commerce considérable de vins en gros et en détail. Ils spéculaient aussi sur les métaux précieux, et comme l'or avait une plus grande valeur en Arménie, ils l'y portaient pour le frapper. Il paraît qu'ils y eurent la direction de la monnaie royale, et y frappèrent des monnaies sarrasines qui avaient grand cours dans toute l'Asie.

Des renseignemens sur le commerce des Portugais dans l'Inde sont donnés par un voyageur vénitien au service de la république,

car on a fait entrer aussi des publications de voyage dans ces Archives historiques et avec raison : les voyages sont parfois de l'histoire quand ils ouvrent de nombreuses relations entre les différens points du globe, et quand ils ajoutent par des découvertes aux possessions territoriales ou à la richesse des états. Dans l'histoire des voyages, on doit donner une place importante à la lettre écrite en 1524 par le Florentin Verazzano à François I, et qui jusqu'à ce jour n'était pas connue dans son intégrité. Verazzano est un des premiers qui ait eu une notion claire de l'existence de l'Amérique comme d'un grand continent, sinon pour lui tout à fait séparé, au moins indépendant de l'Asie. On sait que Colomb mourut sans se douter qu'il en fût ainsi, et, après avoir été quatre fois en Amérique, crut avoir été quatre fois sur la côte orientale d'Asie, de sorte qu'on peut dire que, comme il arrive parfois dans l'histoire des découvertes, il a découvert l'Amérique sans l'apercevoir. Il n'en fut pas de même de Verazzano. « La terre qui a été trouvée, dit celui-ci, — il s'agit d'une portion de l'Amérique septentrionale, — était inconnue des anciens, et c'est manifestement un monde autre que celui qui leur a été connu, plus grand que notre Europe, l'Afrique et presque l'Asie. »

Parmi les documens nombreux et variés publiés dans les Archives, il faut citer des textes arabes concernant la Sicile musulmane, traduits et commentés par M. Amari. Je crois qu'on a quelquefois dans le dernier siècle, en haine du christianisme, attribué une trop grande part aux influences arabes dans le développement de la civilisation du moyen âge. Les Arabes me paraissent un peuple peu créateur ; ils ont transmis plus qu'ils n'ont inventé, et quoique leurs mœurs fussent plus élégantes et leur culture plus délicate que celles des peuples chrétiens, je pense qu'il y avait dans le christianisme un principe supérieur et plus

fécond. Je ne dirai point, comme M. Amari, que dans les pays conquis par les musulmans en Espagne et en Sicile les races méridionales se sont régénérées comme par enchantement au sein de l'islamisme ; mais je ne veux point nier ce que la Sicile a pu devoir aux habitudes polies et littéraires de ses émirs du x siècle et ce qui a pu en rester dans le développement hâtif et brillant de ce pays au temps des rois normands et des empereurs de Souabe. L'influence musulmane au moyen âge n'a été la racine ni de la chevalerie, ni de l'architecture, mais à l'une et à l'autre elle a donné sa grâce et sa fleur.

L'appendice des Archives italiennes a aussi admis parfois, comme les Archives elles-mêmes, des dissertations sur quelque point controversé de l'histoire de l'Italie. Telle est la lettre de M. Gino Capponi à son savant ami M. Capei sur les Lombards en Italie. M. Capponi touche là, avec sa supériorité accoutumée, à une question très importante, l'origine des communes italiennes et en général des communes au moyen âge. Il se prononce nettement pour une origine purement romaine. Il déclare la commune, la cité, quelque chose d'étranger aux nations germaniques. Je pense qu'il a raison. Cependant, et dans un passage de sa dissertation lui-même semble l'admettre, il pourrait avoir existé en Italie deux sortes de communes, les unes, comme il dit, apportées par les Lombards et dominant dans les campagnes, les autres qui subsistaient dans les villes gouvernées par les Italiens selon l'ancien principe municipal romain. Les premières ne sont pas de vraies communes pour M. Capponi ; mais quoique leur origine n'ait rien de municipal, elles ont pu jouer plus tard un rôle analogue à celui des communes dont le municipe romain était la source. C'est ce qu'un savant illustre que la France vient de perdre, M. Augustin Thierry, pensait de plusieurs communes du

nord de la France, dont il rattachait l'origine à la guilde, fédération usitée chez les nations germaniques. — M. Capei a répondu à la courtoisie de M. Gino Capponi, qui lui avait adressé cette dissertation sur les Lombards en Italie, par une autre dissertation où il discute avec la rare netteté de son esprit et sa science de jurisconsulte quelle portion du droit romain a pu rester aux Italiens sous la domination des Lombards ; il reconnaît cette persistance pour le droit romain privé, et aussi pour les institutions municipales, bien que restreintes et grandement altérées par des maîtres barbares. — Le grand travail de M. Galvani sur les origines de l'Italie et par suite sur l'histoire de la langue latine ne peut qu'être mentionné ici comme un essai savant et ingénieux, sans qu'il soit possible d'entrer dans la controverse que soulèvent les opinions particulières de M. Galvani.

J'ai dit que la nouvelle série des Archives contenait à la fois des documens inédits et des travaux de critique plus développés en général que ceux de l'ancienne série. Les cinq livraisons qui ont paru présentent une heureuse combinaison des deux élémens qui composent le nouveau recueil. Parmi des textes publiés pour la première fois, on trouve des études remarquables de MM. de Reumont, Tabarini, Galeotti, et des principaux éditeurs de l'ancien Archivio. À côté de la paisible érudition qui commente les écrits du passé vient se placer parfois une polémique animée, qui s'adresse aux contemporains. Enfin un article du nouveau recueil est consacré à rendre compte d'une œuvre historique d'un genre particulier ; ce n'est ni un document inédit, ni une dissertation, ni un jugement critique, c'est le classement matériel, mais en même temps très intelligent des Archives de l'état, exécuté à Florence par M. Bonaini, avec un ordre, une méthode admirables, et dans un espace de temps qui semble bien peu considérable

quand on parcourt les cinquante-six salles dans lesquelles sont distribuées les richesses des Archives de l'état. La division adoptée par M. Bonaini est celle qui est donnée par l'histoire : il distingue l'époque de la république et l'époque du gouvernement grand-ducal, et, dans chacune de ces deux époques, chacune des différentes branches du gouvernement et de l'administration donne naissance à un groupe de documens qui lui est relatif. Parcourir les salles des Archives de l'état, c'est se trouver en présence de l'ancienne organisation politique de la Toscane, c'est la voir manifestée pour ainsi dire dans une collection de documens de diverse nature, et qui correspondent à toutes ses parties.

Je ne sais si j'ai pu donner au lecteur une idée de la richesse et de la variété de l'importante collection que je tenais à lui signaler. Pour moi, en la parcourant, il me semblait voyager encore en Italie, errer dans ces villes où l'on trouve pêle-mêle et côte à côte des monumens de tous les temps modernes : une vieille église lombarde, une cathédrale ou un palais communal du moyen âge, un rempart élevé contre l'étranger ou un fort qu'il a bâti, des palais, des tours, qui rappellent les combats des familles ennemies et des partis contraires, de sorte que tandis que l'on passe d'une contrée à une autre, l'imagination voyage, elle aussi, d'un siècle à un autre siècle. En terminant cette course rapide à travers tant de monumens si divers d'âges et de caractères, en me retournant pour ainsi dire vers ce passé à travers lequel je viens d'errer un peu au hasard, j'éprouve le sentiment qu'on rapporte d'un voyage en Italie, ce sentiment de tristesse et d'admiration pour le passé, d'espoir et d'inquiétude pour l'avenir. Je me dis : Alors que de vie, d'ardeur, de puissance souvent perdues ! Aujourd'hui que d'aspirations, d'espérances, destinées à être déçues peut-être,

peut-être réalisées ! Et la main appuyée sur leur histoire, je dis aux Italiens : Courage… mais prenez garde.

J.-J. Ampère.

Sources et licence

Texte : https://fr.wikisource.org/wiki/L%E2%80%99Histoire_et_les_historiens_de_l%E2%80%99Italie. Domaine public ; transcription Wikisource CC BY-SA 4.0. Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.